Vol 18 # 05 • Du 31 Juillet au 6 Août 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE VENEZUELA N'EST PAS HAÏTI !



Voir page 3

Le peuple-travailleur au Venezuela doit aller jusqu'au bout de sa lutte contre les puissances impérialistes.Toute notre solidarité à la révolution bolivarienne !

QUI CROIRE LA POLICE OU LES JOURNALISTES?



Voir page 4

Le Premier ministre Garry Conille à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti pour filmer une interview avec un journaliste de CNN



Ochan Ayiti Libète pou konbatan Athanase Chavannes!

Page 6

Cité Soleil Unites, the CPT Splits, While Conille and Kenyans Run

Page 9



Les discours officiels incitent à la discrimination envers la communauté immigrée haïtienne

Page 7



« Peu importe qui est ou sera le président des États-Unis »

Page 10-11



Venezuela: Nicolás Maduro réélu avec 51.20 % des voix

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Corruption : Faut-il dissoudre le Conseil Présidentiel ?

Par Berthony Dupont

Haïti est un pays coutumier des crises politiques fabriquées de toutes pièces par la classe politique traditionnelle malade de corruption. A l'heure actuelle, un climat d'instabilité politique délétère prévaut, dans la mesure où le pays est marqué par une succession de scandales, et non des moindres, dont sont responsables des membres du Conseil Présidentiel de Transition empêtrés dans une multitude et de vastes affaires de corruption administrative.

L'exigence de pots de vin se transformant en des millions de gourdes dérobés au Trésor public sont clairement évidents. Comme le vol ou l'escroquerie, la corruption par des manœuvres d'influence devient un aspect normal de la vie politique dans notre pays. Elle illustre un vrai fiasco de la mise en scène des puissances occidentales en Haïti. Le Conseil Présidentiel et son slogan démagogique de « transition » qui est chargé de masquer la vraie réalité sinon de détourner le peuple des problèmes majeurs de l'heure ont non seulement échoué mais se sont considérablement dégradés. C'est un nouvel échec pour le pouvoir bourgeois mais aussi pour le principal donneur d'ordre : l'impérialisme américain dont son système capitaliste est infesté par la corruption.

Le tout nouveau régime imposé par les puissances impérialistes qui devrait s'engager sur la prévention et la lutte contre la corruption, au lieu de travailler pour l'éradication de ce mal, représente lui-même le summum de ce fléau auquel fait face le pays, ce qui empêcherait à cette équipe de s'attaquer efficacement à la lutte contre le sous-développement.

Le népotisme est un véritable système de gouvernement fondé sur la dépendance vis-à- vis des Etats-Unis suscitant ainsi un mécontentement grandissant. Les différentes fractions actuellement au pouvoir cherchent des solutions à l'amiable de sortie de crise qui permettraient de préserver intact ce système corrompu et ce régime qui gouverne au nom de la classe capitaliste. Il s'agit de saupoudrer la corruption pour finalement maintenir le régime et poursuivre la même politique du chaos.

Rien d'étonnant si la République d'Haïti demeure depuis l'avènement de la domination de l'impérialisme américain l'une des cibles essentielles de la corruption systémique. Aujourd'hui, le résultat est là, catastrophique. Aucun secteur n'est épargné, la justice, les droits humains, les douanes, la police, les entreprises publiques et privées, l'Administration publique, les universités, on en passe.

L'Etat haïtien à travers ses élites politiques et économiques ne donne pas le bon exemple, d'où la perte de confiance des citoyens dans leurs dirigeants et leurs institutions. Face à ce que représente le phénomène de la corruption dans la société, comme l'a souligné l'ONG Transparency International, *« la corruption est un facteur qui contribue à la crise de la démocratie »*, qu'attendons-nous pour mettre un terme à la présente situation pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et responsables ?

La corruption ne nous permettra jamais d'avoir des institutions sérieuses, conséquentes et démocratiques. C'est la raison pour laquelle depuis plus de quarante ans, nous n'arrivons pas à avoir un Conseil Electoral Permanent (CEP).

Regardez le nombre d'arnaques, de bagarres, de mésententes qui ont lieu à chaque fois qu'on essaie de mettre en place un Conseil Electoral Provisoire ! La corruption est au cœur de tous ces conflits, et c'est le système capitaliste qui en est responsable!

En ce qui nous concerne, cette situation intolérable ne peut plus durer et c'est pourquoi nous exigeons la dissolution complète du Conseil Présidentiel corrompu. Il ne suffira à rien de limoger uniquement les trois principaux accusés et procéder à un quelconque remaniement symbolique au sein du Conseil. Ce serait répéter la même technique : sacrifier quelques pions pour garder l'essentiel. Pire, rien n'exclut que les autres membres ne sont pas aussi coupables quand on constate la façon dont ce syndicat de corrupteurs a disposé et partagé sans bruit sans compte le montant du budget attribué au Service d'Intelligence Nationale (SIN).

Le Conseil Présidentiel de Transition est un bloc institutionnel, on ne peut l'amputer de certains membres, sinon des personnes cédant leur place à d'autres individus du même acabit pour assurer la continuité d'un régime corrompu sans jamais répondre aux aspirations du peuple. Nous ne pouvons non plus leur pardonner pour leurs actions allant à l'encontre des intérêts nationaux. Toute intervention exigeant le pardon ou l'oubli sollicitée par les gardiens du temple de la corruption voulant privilégier le profit des prédateurs et des oligarques au détriment de la sécurité des citoyens est une forme de complicité et de validation de la thèse de la faillite de l'État haïtien.

En réalité, tout ce qui pourrait, en un sens, améliorer les conditions de vie des masses populaires, de sorte qu'émergent de nouvelles institutions progressistes aux aspirations socialistes n'est nullement à l'ordre du jour. Le régime et le système qui l'englobe préféreraient volontiers un replâtrage du Conseil présidentiel après s'être débarrassé de ses trois membres corrompus.

L'impérialisme ne recule pas facilement dans ses luttes contre les revendications populaires, à moins qu'il soit obligé et confronté héroïquement par les masses ouvrières. Justement, il faut balayer les institutions corrompues actuelles et rompre avec la classe capitaliste, c'est la seule voie possible pour prendre des mesures d'urgence conformes aux intérêts de la majorité démunie.

Alors, faut-il dissoudre le Conseil Présidentiel ? Evidemment oui. Il le faut puisque ce gouvernement imposé par les Etats-Unis d'Amérique est incapable d'enrayer la dégradation sécuritaire et le marasme économique sur fond de corruption. Aucun projet sérieux et viable de réhabilitation de la capitale n'est à l'étude, sauf de demander à la population sans abris d'abandonner sur le champ le Centre-ville déclaré d'Utilité publique. Le seul point fort de ces laquais au service des puissances tutrices est de piller l'Etat pou rendre le peuple encore plus misérable que jamais. Toute dissolution faite dans la coordination et avec la volonté du peuple haïtien profiterait sans aucun doute aux masses défavorisées, certainement pas aux puissances impérialistes. Car le peuple sait ce qu'il ne veut plus et également ce qu'il veut maintenant et tout de suite : décider lui-même de son avenir dans un pays souverain.

Washington : Venezuela n'est pas Haïti !



Venezuela n'est pas Haiti! Yankees go home!



Non à la déstabilisation de la Révolution bolivarienne !



Le Groupe 184 de Baker et d'Apaid

Par Marie Laurette Numa

Ce n'est pas la première fois que Washington utilise les élections pour déstabiliser un pays. Il l'a fait en 1990 au Nicaragua avec le parti UNO de Violetta Chamorro afin de perturber la révolution sandiniste où il a réussi à prendre le pouvoir même pour un mandat aux sandinistes. Soudain, Ortega a repris le pouvoir plus tard, mais ce n'est pas pareil car l'impérialisme a réussi à déséquilibrer l'État du Nicaragua jusqu'à aujourd'hui, où la révolution n'a pas vraiment progressé pour aider le peuple.

C'est la même expérience que le peuple progressiste du Venezuela est en train de faire aujourd'hui après les élections du 28 juillet 2024. C'est un piège que l'impérialisme prépare dès que vous entrez dans le jeu électoral ; que vous gagniez honnêtement, il s'en fout. Il utilise le résultat des élections pour crier à la fraude électorale et profiter ainsi pour déstabiliser le pays. Afin qu'il puisse initier une période de troubles politiques pour essayer de renverser le gouvernement progressiste de Maduro.

En 1990, lors des premières élections démocratiques qui ont

suite à la page(16)

Pour relancer la gauche en Hayti



A ce stade de la lute du peuple haïtien, notre plus grand handicap est l'absence dans le pays d'un Parti d'avant-garde révolutionnaire

Par Henriot Dorcent

Nous n'avons pas la prétention d'être un donneur de leçons, au contraire, c'est par souci de contribuer à l'avancement de la lutte de libération nationale d'Hayti que nous formulons ces propositions, découlant de l'expérience d'autres peuples qui ont fait triompher la révolution socialiste en Amérique latine et partout ailleurs dans le monde dont Cuba, Nicaragua, Venezuela, La Grenade, Angola, Burkina Faso et URSS etc…etc.

Nous voulons tout simplement partager certaines expériences avec nos lecteurs. Tout d'abord, comme le disait Lénine : *« Sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire »,* il nous faut nous inspirer du marxisme-léninisme dans cette lutte acharnée contre la domination des commerçants du secteur privé et des oligarques de la classe politique au service de l'impérialisme américain et français.

A ce stade de la lute du peuple, notre plus grand handicap est l'absence dans le pays d'une organisation conséquente, autonome et indépendante des prolétaires d'Hayti. Un Parti d'avant-garde luttant pour l'émancipation socio-économique et politique des masses populaires pouvant les engager dans une bataille révolutionnaire.

Sandino l'avait commencé au Nicaragua, Carlos Fonseca avait repris la lutte de Sandino en construisant le Front Sandiniste de libération nationale FSLN qui allait conquérir le pouvoir en 1979 au prix d'une lutte sanglante menée contre le régime des Somoza sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire compose de Daniel Ortega, de Thomas Borge et d'Eden Pastora. Antonio Maceo et Jose Marti avaient commencé la lutte de libération nationale à Cuba, Fidel Castro la poursuit en se révoltant contre la dictature de Fulgencio Baptista, en attaquant spectaculairement la caserne de Moncada à Santiago de Cuba.

Cette rébellion n'a pas pu réussir. Juste après avoir purgé sa peine en prison, Fidel Castro se rend en exil pour réorganiser une avant-garde révolutionnaire qui allait retourner à Cuba reprendre la lutte révolutionnaire dans les hauteurs de la Sierra Maestra pour culminer jusqu'à la victoire en engageant les masses cubaines dans une lutte énorme de libération nationale.

Tout près de nous dans les petites Antilles, Maurice Bishop a failli réussir sa lutte de libération nationale au Grenade. L'impérialisme américain s'obligeait à intervenir avec ses marines pour réprimer la révolution. Et l'histoire des luttes de libération nationale continue en Colombie avec le M-19 et les FARC, au Chili avec Salvador Allende, en Bolivie avec les paysans organisés au sein du Mouvement au Socialisme (MAS) pour porter Evo Morales à la présidence. Au Brésil, le mouvement des Paysans sans terre (PST) s'était transformé en mouvement politique pour porter Luis Ignacio Da Silva Lula à la présidence pour une transformation sociale en continu de la société brésilienne. Par ailleurs, au Honduras Manuel Zelaya a failli réussir. Au Paraguay, en Uruguay et au Pérou, l'impérialisme américain avait dû recourir au coup d'État parlementaire, coup d'État électoral et coup d'État militaire pour renverser les présidents du courant de gauche visant une amélioration des conditions de vie des masses laborieuses. La liste n'est pas exhaustive, et nous ne pourrions pas mentionner toutes les luttes de libération Nationale en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Afrique etc…etc.

Au juste, l'essentiel aujourd'hui est de tirer leçon de toutes ces expériences de lutte des autres peuples. Si réellement nous voulons reconstruire une organisation de lutte en Hayti et un rapport de force plus conséquent, il nous faut tout d'abord nous organiser à cette fin.

C'est l'unique moyen de neutraliser les valets de l'impérialisme, la seule façon d'écarter les néo-duvaliéristes et les politiciens qui défendent les intérêts des commerçants du secteur privé, pour reprendre le pouvoir politique de l'exécutif et le contrôle du parlement et proposer des lois priorisant les intérêts des prolétaires. Tout le reste est opportunisme; il ne suffira pas de s'attrouper derrière un candidat pour les prochaines mascarades électorales à venir du Conseil présidentiel de la transition (CPT).

Il nous faut reconstruire une véritable idéologie révolutionnaire pour la transformation socialiste de sorte que la gauche haïtienne cesse d'être inféodée à la bourgeoisie alliée de l'impérialisme.

C'est le moment de notre autocritique et d'analyse sur nos pratiques de gestion si nous voulons sincèrement sortir de la défiance généralisée. Les arguments du n'importe quoi sauf PHTK n'ont aucun poids, ils nous conduisent d'échec en échec. Comme disait Lénine : *« la seconde tactique, la minute stratégique »* le peuple Haytien vit aujourd'hui la seconde tactique et la minute stratégique. Il faut réfléchir à une autre manière de procéder, sinon le pire est à venir.

C'est vrai qu'on ne fait pas toujours ce que l'on veut, qu'on ne peut pas miraculeusement changer le système en un clin d'œil et que les rapports de force ne sont pas toujours favorables, mais cette conjoncture est une période prérévolutionnaire, l'État n'existe pas, les manœuvres de l'impérialisme ne pourront pas freiner la marche du peuple pour un changement véritable. Ce qui nous manque c'est l'organisation de la lutte du peuple, en l'occurrence notre propre Parti pour l'engagement des masses dans la lutte de libération nationale. Il nous faut tirer leçon des luttes passées.

Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

Qui croire la police ou les journalistes?



Conférence de presse de la Police nationale d'Haïti (PNH) et la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS). Selon Rameau Normil, « ce qui s'est passé n'avait rien à voir avec une attaque de gangs armés »

Par Isabelle L. Papillon

Le Premier ministre de facto Dr Garry Conille a été le lundi 29 Juillet 2024 à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti appelé également l'Hôpital Général pour filmer une interview avec un journaliste de CNN. Il semblerait que le chef de la Primature utilisait l'Etat de délabrement du centre médical le plus ancien et le plus populaire de la Capitale abandonné et devenu une cachette pour des bandits afin d'exposer la situation calamiteuse du pays.

Selon des journalistes de certains medias en ligne, juste à la fin de l'enregistrement de l'interview, alors que tout le monde s'apprêtait à laisser le site de l'hôpital inclus le cortège du Premier ministre soudainement des bandits armés ont ouvert le feu avec des tirs d'armes automatiques qui ont été entendus avec retentissement. Et les policiers haïtiens et kenyans qui accompagnaient le Premier ministre ont rapidement fait le nécessaire pour sécuriser le chef du gouvernement dont son cortège est parti à une vitesse éclair.

Pourtant dans la soirée du 29 Juillet, la Police nationale d'Haïti (PNH) et la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) ont publié un communiqué en commun pour indiquer qu'*« Aujourd'hui, lundi le 29 juillet 2024, le Premier ministre Garry Conille, accompagné du Directeur général de la Police nationale d'Haïti (PNH) Rameau Normil et du Commandant de la Force MSSM Godfrey Otunge visitaient les locaux de l'hôpital général pour faire une évaluation. Le PM était accompagné de CNN pour la couverture où, vers la fin de son interview, deux coups de feu ont été entendus dans le quartier voisin. Après que le PM ait terminé avec succès l'interview, il a quitté l'hôpital avec son équipe de sécurité, mais alors qu'il se trouvait à l'un des coins de l'hôpital, des agents de sécurité ont tiré quelques coups de feu pour couvrir la sortie du PM. Le PM et son équipe ont quitté l'hôpital en toute sécurité et ont été escortés jusqu'à son bureau. Plus tard, la PNH et le contingent MSS ont suivi l'endroit où les coups de feu avaient été tirés depuis le quartier et ont pacifié la zone »*



Le Premier ministre Garry Conille à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti

Le chef de la police Rameau Normil qui était également bien présent sur la scène a lui-même fait savoir lors d'un point de presse le mardi 30 juillet 2024 que *« Ce qui s'est passé hier, lundi, aux abords de l'Hôpital Général alors que le cortège du Premier ministre Garry Conille quittait la zone après une visite à l'HUEH, n'avait rien à voir avec une attaque de gangs armés »*

Normil devrait donner beaucoup plus d'informations en expliquant d'où venaient les rafales de tirs que tout le monde pouvait entendre et constater sur les réseaux. Et pourquoi des policiers, haïtiens et kényans se mettraient à couvert et essayaient de protéger leur position ? Alors, qui faut-il croire, la police ou les journalistes de medias en ligne dans ces deux interprétations de l'incident du 29 Juillet ?

République Dominicaine : Pacte de classe et insertion dans la droite



Luis Abinader et Joe Biden à la maison Blanche. Ce n'est pas un hasard si Abinader maintient son statut de protégé de l'impérialisme en agissant en voisin demandant l'invasion d'Haïti

Par Lilliam Oviedo

En 1924, Antonio Gramsci excluait que le parti fasciste italien (qui avait assassiné le socialiste Giacomo Matteoti du gouvernement) puisse devenir un « *parti de gouvernement normal* » et affirmait que Benito Mussolini « *ne possède de l'homme d'État et du dictateur que quelques gestes extérieurs pittoresques : il n'est pas un élément de la vie nationale, c'est un phénomène du folklore paysan, destiné à entrer dans l'histoire dans la catégorie des différents masques provinciaux italiens plutôt que dans la catégorie des Cromwell, des Bolívar, des Garibaldi.* »

Un siècle plus tard, au cœur du pouvoir impérialiste, le spectacle électoral met en débat deux sionistes menteurs et incapables. Sont-ils des hommes d'État ou de simples acteurs perdus dans un scénario impossible à organiser phrase par phrase ?

Il y a des crimes pour affronter un pillage et un ordre criminel. Il faut citer les atteintes aux libertés comme l'emprisonnement de Julian Assange pour avoir dénoncé le pillage de reliques, le trafic de mercenaires, les enlèvements et la torture.

Et comment ne pas évoquer le massacre qui ne s'arrête toujours pas à Gaza et qui est perpétré par une armée financée par le pouvoir impérialiste ? Et qu'en est-il de la conversion de l'Ukraine en un siège du fascisme d'abord, puis en un théâtre de guerre en raison de l'expansion illégale de l'OTAN ? Les attaques contre la Syrie, la Libye et le Yémen constituent des délits spécifiques.

La dépossession du Venezuela et le blocus contre Cuba persistent sans être condamnés comme un grossier exercice colonialiste par les médias créés, soutenus et financés par le grand capital.

Les noms de Trump et de Biden doivent être liés à ces faits, non seulement à la confusion qu'une maladie dégénérative a rendue visible dans le discours de Biden et au délire accentué de la personnalité de Trump, à cette mythomanie qui le conduit à proférer des phrases hilarantes et à promettre de résoudre tous les problèmes.

Comment décrire la soi-disant direction européenne, qui accepte le rôle de subordonné dans toute aventure impérialiste abritée sous le drapeau de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et commandée par la puissance hégémonique ?

Ni des penseurs comme Gramsci, Lénine ou Rosa Luxemburg, ni des créateurs comme Balzac, Molière ou Bertolt Brecht ne trouveraient de mots et d'expressions pour décrire les effets de la décadence sur ces dirigeants, ce qui, à son tour, ne suffit pas à décrire l'expiration de l'ordre actuel.

Le capitalisme recourt au fascisme dans chacune de ses versions, comme il l'a fait il y a un siècle, dans sa tentative de se perpétuer, et dans un nationalisme rance, il cherche à donner une apparence de légitimité à la domination de classe.

C'est pourquoi les discours de haine contre les migrants pauvres, le rejet des réfugiés et la fermeture des frontières se multiplient. Plus ridicules que Mussolini sont Trump et Biden, mais ils sont des représentants du système de privilèges.

Abinader et ses similaires

Si les personnages caricaturaux sont les dirigeants de l'Union européenne subordonnée tels que Jens Stoltenberg, Emmanuel Macron, Rishi Sunak, Keir Starmer, Pedro Sánchez ou Andrzej Duda ou Ursula von der Leyen, les marionnettes aux ficelles visibles sont les dirigeants serviles de l'Amérique latine.

Un bon exemple est José Raúl Mulino, qui, avant de prendre ses fonctions de président du Panama, a annoncé l'accord qu'il proposait de signer avec les États-Unis lors de sa rencontre avec l'apatride cubain Alejandro Mayorkas, secrétaire à la Sécurité nationale, pour le financement d'un programme d'expulsion. Mulino a toujours aspiré à être un garde-frontière du pouvoir hégémonique !

Il présente d'ailleurs la migration comme une question de sécurité nationale. C'est absorber sans réserve la doctrine de la droite et de l'extrême droite. Ce n'est pas un hasard si Luis Abinader maintient son statut de protégé de l'impérialisme en agissant en voisin demandant l'invasion d'Haïti et en construisant un mur à la frontière. Il montre dans chaque action son engagement en faveur de la poussée à droite et du retard politique au niveau mondial.

Les marques de classisme et de retard de la République dominicaine sont également perçues dans la politique intérieure. La création de la Direction nationale du renseignement légalise des formes impardonnables de coercition de la liberté d'expression. C'est une loi anachronique et autoritaire.

Le Code pénal que le Congrès entend approuver est également anachronique. Une pièce misogyne qui légalise également des formes inacceptables d'abus. Au paquet, il faut ajouter la mal nommée Alliance Public-Privé.

Le gouvernement dirigé par Luis Abinader se révèle récalcitrant, mais il se révèle que l'engagement en faveur du retard politique est assumé par l'ordre de la classe dirigeante et est soutenu par tous les serviteurs de cette classe, y compris les opposants de droite (dans certains cas la façon dont il faut les appeler).

La droite nationaliste et la droite mondialiste sont alliées contre toute avancée politique, ce qui rend urgente la prise de conscience. C'est dans la lutte contre ce secteur et non en alliance avec certaines de ses factions que le progrès politique et l'intégration des majorités peuvent être favorisés.

Dans le centre impérialiste, la continuité et le renforcement de la droite sont recherchés en mettant sur scène des personnalités telles que Kamala Harris, J. D. Vance et Marco Rubio.

En République Dominicaine, Omar Fernández, David Collado et d'autres personnalités similaires sont utilisés dans le même but, mais il s'agit de les insérer dans le schéma international du droit à travers une activité publique visant à renforcer les entreprises privées.

Luis Abinader, Hipólito Mejía, Leonel Fernández et Danilo Medina lui-même (ce dernier a quitté la présidence il y a seulement quatre ans, discrédité et transformé en pièce sacrificielle pour les groupes qu'il a servis) cherchent un soulagement dans la reproduction des idées de droite et dans la continuité de servilité.

Mais un laquais, avec un visage jeune ou des rides comme marque du temps, est un représentant du retard et un continuateur de l'abandon, du classisme et même du patriarcat. C'est la définition répugnante du terme obsolète.

Le pouvoir médiatique masque cette réalité grâce à son engagement auprès des secteurs qui le soutiennent. Et il qualifie celui qui a attaqué Donald Trump de meurtrier tout en épargnant les adjectifs pour les dirigeants politiques qui soutiennent Israël sans se soucier du sang versé à Gaza et détourne le regard sur la mort de quarante-neuf Haïtiens pour tenter de survivre à la crise et face à la disparition de milliers d'êtres humains d'Asie et d'Afrique dans des mers qui sont des routes vers d'autres régions.

L'illégitimité du projet de domination devient évidente, au même titre que son caractère pilleur et criminel... Marionnettes et marionnettistes tentent de le cacher. La tâche obligatoire consistant à faire de cette tentative un échec doit être accomplie en sensibilisant.

Nous devons abattre les masques du fascisme et de la droite dans son ensemble.

Résumé latino-américain
27 juillet 2024

Ochan Ayiti Libète pou konbatan Athanase Chavannes!



Bon vwayaj Atha !

Gilles Henri-Michel

Kominote Ayisyen an pèdi yon mapou. Yon gwo mapou ki te chaje ak fèy men ki pa t janm fè bri, menmsi gwo van soufle sou li. Mapou sila a se te Athanase Chavannes. Atha pou lèzentim.

Atha te fèt Tirivyè Latibonit. Si li te Chavannes bò kote papa l, men li te Belizaire bò kote manman l. Li te genyen yon frè ak plizyè sè. Athanase te lekòl alafwa Tirivyè lakay li ak nan vil Senmak epi nan Pòtoprens sou rega vijilan Mèt Phildor Belizaire, yon kouzen l ki te kreye yon pansyon fanmiy ri antèman pou jèn gason nan anviwonnman Tirivyè ki te genyen posibilite vin kontinye klas imanitè yo nan kapital peyi a. Apre etid segondè, Atha rantre Lekòl Nòmal Siperyè kote li te sòti ak yon diplòm Syans Sosyal epi li te youn nan Pwofesyonèl Ayisyen ki te genyen chans al bay peyi Kongo, an Afrik yon kout men apre endepandans li, anvan Papadòk te mete yon anbago sou posibilite sa a.

Atha te marye ak Jeanne, ki ba li twa pitit, de fi, yon gason. Nan finisman sèvis Ayisyen nan peyi Kongo, Atha se te youn pami nan pwofesyonèl yo ki antre ak tout fanmiy yo Ozetazini. Kidonk, se la a epi se lè sa tou, Atha ta pral fè wè nan dyaspora ayisyen an, sa li te genyen nan tèt li ni kòm paran, ni kòm konbatan.

Paran, Atha te kolekole sou lekòl bileng PS189 nan Bouklin, kote pitit li yo t ap aprann nan mitan anpil lòt ti Ayisyen. Nan sans sa a, madanm li te konn kontribye anpil nan festival ak patisipe nan tout lòt aktivite tankou ranmase lajan pou sipòte lekòl la. Atha te toujou prezan nan men kontre ant paran yo pou achte penti e menm pentire sal klas yo paske sistèm lan pat wè lekòl sa yo ak yon bon rega nan kominote a. Anfen, pou n di sa sèlman, lè Atha lib kote li t ap travay ak fòs fizik li, pwofesè Chavannes te konn vin ofri sèvis li kòm benevol nan lekòl la, jouktan li te youn nan twa paran Direktris la te chwazi pou rankontre yon komisyon ki t ap soti Wachintonn sou yon pwogram angle pou tout timoun ki ta fenk soti an Ayiti. Apwobasyon pwogram sa a ta mete Atha nan sistèm ledikasyon peyi Etazini nan mwa Septanm 1980 nan lekòl PS189 kòm anseyan pou jouk li rive pran retrèt li.

Konbatan Atha pa t rete izole Ozetazini paske li te rejwenn pè Sentespri yo tankou pè Adrien, pè Yves Urfié, pè Dejean elatriye ki te annekzil bò isit. Li te konn patisipe nan tout aktivite anfavè patriyòt nou yo ki te pran (kanntè) ti bato pou kouri kite lakay pou lamizè ak lavyolans nan Nouyòk osinon nan vil Wachintonn.

Li te manm Gwoup Charlot Jaquelin ak mouvman Kakola ki t ap simaye gwo lide nan kominote a. Atha te renmen di pwezi, pa nenpòt kalite pwezi pou fè moun reve je klè. Youn li te plis renmen di, lè l nan mitan konpatriyòt ki kite peyi Ayiti se Podanj, yon tèks Koralen. Alòske Chavannes te deyò pou lontan, li te toujou ap reflechi sou devlopman Tirivyè anpatikilye epi ak rès peyi a anjeneral. Se konsa nou te jwenn li kòm youn nan manm fondatè alafwa Asosiyasyon moun Tirivyè Latibonit, Asosiyasyon pwofesè nan Nouyòk ak FARE ki se Federasyon Asosiyasyon rejyonal Ayisyen aletranje.

Menmjan Chavannes pa t pran anpil tan apre retrèt li pou l t al kontinye travay konbatan li nan Tirivyè, se menmjan an tou maladi ki se premye lènmi kretyenvivan pa t pran anpil tan pou te fè l retounen Ozetazini kote rès fanmiy ap viv toujou pou swen medikal. Apre yon operason delika, medikaman, trètman pasipala, plizyè ane soufrans li sipòte ak kouraj, finalman kòd lavi Atha kase lendi 22 Jiyè 2024 la.

Misye soulaje, kounye a li anpè, soufrans fanmiy ak zanmi l kòmanse diminye. Li pati pou ede nou sispann espikilasyon nou sou chans gerizon l, kòman di nou ta vle espere kont tout espwa.

Mezanmi, malgre lasajès ak gwo laj devan sityasyon sa yo nou pa kab fè lojik. Devan evidans lan, nou toujou kwè mirak posib. Se nan nati nou sa ye. Lè n atache ak yon moun anjeneral nou pa kwè li mòtèl. Jodia dlo nan je n pou Atha, demen devan yon lot ka, menm atitid rasyonèl sa a parèt tèt li ankò. An nou fè yon chenn solidarite pou youn bay lòt lebra. Men nan lamen n ap pataje doulè a. N ap soufri tigout mwens... !

Senpati pou Madanm, pitit, frè, sè, tout lòt paran ak zanmi Athanase Chavannes yo! Bon vwayaj Atha !

Mach kont ensekirite nan depatman Latibonit



Abitan depatman Latibonit yo, sou apèl *Kowalisyon òganizasyon Latibonit kanpe goumen kont ensekirite*, patikilyèman sa yo ki nan Pont-Sondé, 5yèm seksyon minisipal Saint-Marc, te òganize lendi 29 jiyè 2024 yon jounen mobilizasyon pou pwoteste kont tolerans gouvènman Garry Conille la devan zak bandi yo nan rejyon an.

Plizyè santèn moun te mache sou wout nasyonal nimewo 1, pou yo te fè konnen, yo bouke ak laterè gwoup kriminèl yo tabli nan zòn lan. Manifestan yo mande yon ogmantasyon sibstansyèl nan kantite polisye nan rejyon an. Yo mande tou pou plis ekipman pou fè respekte lalwa lokal yo ak yon entansifikasyon nan operasyon kont kriminèl yo.

Komisyon dyalòg, rekonsilyasyon ak konsyantizasyon pou sove Latibonit. Latibonit kanpe goumen kont ensekirite te endike yon bannyè manifestan yo te pote pandan tout parad la.

Manifestan yo, ki soti nan plizyè lokalite te lanse anpil eslogan tankou : *« Twòp san koule nan Latibonit la ! Gang anvayi peyi a ! San k ap koule nan Latibonit la dwe sispann »*

Manifestan yo espere aksyon sa a pral pouse gouvènman an pran mezi konkrè pou amelyore sekirite ak estabilize rejyon an.

Les discours officiels incitent à la discrimination envers la communauté immigrée haïtienne



La vie des haïtiens compte !



Les parents de Ti Ronel exigent que le corps leur soit remis



Le cas de Sainte Mira Millien illustre de manière frappante la violence raciste du gouvernement dominicain

Collectif Haïtiens en RD

Ces dernières semaines, nous avons constaté avec inquiétude une recrudescence des meurtres et des violences contre les Haïtiens perpétrés par l'armée, la police et les agents de l'immigration, ainsi que par des civils radicalisés, dans le cadre d'une agitation xénophobe et raciste de la part des porte-parole du gouvernement. Le 13 mars, des soldats dominicains ont assassiné un Haïtien connu sous le nom de Ti Ronel près du poste de contrôle de La Javilla, dans la province de Dajabón. Le 19 avril également, le travailleur haïtien Fritznel Dorcan a été assassiné et son cousin grièvement blessé par un soldat dominicain à San José de Las Matas, province de Santiago. Le 25 juin, un autre meurtre d'un Haïtien par l'armée a été signalé à Dajabón.

Les raids illégaux se poursuivent à Montecristi, Las Terrenas et dans diverses autres régions du pays par l'armée, la police et la Direction générale des migrations (DGM). Ces descentes sans ordonnance du tribunal ni présence de procureurs ont généralement lieu tard dans la nuit.

Le 26 mai, les travailleurs haïtiens du Consortium Central du Sucre qui réclamaient le respect de leurs droits du travail dans le sud du pays ont été réprimés par l'armée et la police, faisant 14 blessés, dont deux grièvement et risquant de subir des blessures permanentes et handicapées. La DGM a également expulsé arbitrairement et illégalement plus de soixante (60) travailleurs en situation d'immigration régulière. Nous rejetons le recours au DGM dans le cadre de conflits du travail qui devraient être négociés par le ministère du Travail dans le plein respect des droits du travail.

Un autre exemple de cette violence raciste dans l'industrie sucrière a été l'arrestation arbitraire du travailleur dominicain d'origine haïtienne, Miti Senvil, par la sécurité privée de l'entreprise Central Romana, dans la province d'El Seibo, au mois de mars de cette année. Quatre mois plus tard, Senvil reste détenu, revictimisé comme apatride, sans avoir été reconnu coupable d'aucun crime.

Le 2 juillet, le propriétaire foncier Hongrie Díaz, père du procureur María Díaz Corcino, a assassiné deux agriculteurs haïtiens, Maurice Delia et Jean Duversaint, en les tirant dessus dans la ville de Paso Cena, à la périphérie de Pedernales, alors qu'ils ramassaient du bois de chauffage. Après plusieurs jours de plaintes publiques et le témoignage d'un survivant, une semaine plus tard, le meurtrier était arrêté.

Le Groupe de soutien aux rapatriés et aux réfugiés (GARR) a dénoncé dans un communiqué le décès de Sainte Mira Millien, une jeune haïtienne de 23 ans, arbitrairement détenue par les agents de la DGM le 3 juillet alors qu'elle se rendait en Haïti. Au lieu de lui permettre d'atteindre sa destination, d'autant plus compte tenu de son état de santé, il a été arrêté et privé de soins médicaux, ce qui a entraîné sa mort le lendemain. Le GARR a dénoncé le fait que les agents de l'immigration ont tenté de disposer du corps à la frontière avec Haïti, en violation des protocoles binationaux et sans fournir d'explications sur le décès survenu sous leur garde.

Le cas de Sainte Mira Millien illustre de manière frappante la violence raciste du gouvernement dominicain, dont les agents ont procédé à des milliers d'arrestations arbitraires à des fins d'extorsion, tant de personnes en situation d'immigration régulière qu'irrégulière. Le refus de soins médicaux est une constante dans les centres de détention, comme le camp de concentration de Haina, bien qu'il constitue une forme de torture illégale et inconstitutionnelle. Le déni du droit à une défense juridique est également une constante dans les détentions d'immigrants. Dans ce cas également, le protocole binational d'expulsion a été violé, et même jusqu'à la mort, les migrants haïtiens n'ont pas été respectés.

La communauté immigrée haïtienne ne peut être tenue responsable de la crise de l'éducation et de la santé publique

Dans ce contexte de violence croissante contre la communauté immigrée haïtienne, nous sommes préoccupés par le fait que le 9 juillet, lors de la conférence de presse présidentielle hebdomadaire, à la demande d'un journaliste qui déclarait que les salles de classe des écoles publiques « sont occupées par un grand nombre d'élèves haïtiens de tous les horizons d'âges », le Président Abinader a répondu en déclarant que « *les étudiants dominicains doivent avoir la priorité dans les écoles dominicaines, et après cela, les Dominicains la prennent, car les enfants des travailleurs étrangers qui sont dans le pays pourraient aussi les occuper* ». Cette déclaration suggère de reporter la scolarisation des enfants étrangers, ce qui constitue une pratique discriminatoire.

Les chiffres du MINERD pour l'année 2022-2023 reflètent que plus de 92 % du corps étudiant était de nationalité dominicaine, tandis que 6 % étaient haïtiens et 1 % d'autres nationalités. Les fausses nouvelles, répandues dans le but d'inciter à la haine, selon lesquelles des enfants prétendument immigrants d'Haïti enlèveraient des places aux filles et aux garçons dominicains, ne sont tout simplement pas étayées par la réalité.

Nous saluons le démenti que l'Association dominicaine des enseignants (ADP) et le Ministère de l'Éducation (Minerd) ont publié sur cette question, soulignant que le manque de places ne peut être attribué aux filles et aux garçons haïtiens. Il est important de reconnaître que le droit à l'éducation est universel et de ne pas alimenter de fausses nouvelles et des discours de haine qui imputent à la communauté immigrée toute lacune des politiques publiques.

Une autre déclaration qu'ils présentent à notre communauté comme un fardeau est celle du directeur du SNS, Mario Lama, qui a déclaré fin juin de cette année que les soins de santé pour les immigrants haïtiens représentent une dépense comprise entre 10 et 15 milliards de pesos. . Le responsable n'a montré aucun support statistique pour cette affirmation, qui contredit d'autres chiffres avancés par lui-même et par d'autres responsables dans un passé récent.

Les ministères de la Défense et de la Santé publique ont annoncé le 21 juillet des protocoles de sécurité face à une prétendue épidémie de charbon en Haïti. Ces dispositions ont entraîné la paralysie du commerce frontalier au poste-frontière d'Elías Piña le 22 juillet, ainsi qu'une grande nervosité et des discours anti-haïtiens sur les réseaux sociaux. Cependant, il n'y a jusqu'à présent aucune confirmation d'un cas de charbon en Haïti. La Faculté de médecine dominicaine a critiqué les mesures du gouvernement et la désinformation : « Il n'y a aucune raison de créer de la panique ou des alarmes inutiles en ce moment », a déclaré le président du syndicat Waldo Suero.

Nous appelons le gouvernement dominicain à écouter les appels permanents des organisations de défense des droits de l'homme, tant locales qu'internationales, des organismes multilatéraux tels que la CIDH et les bureaux des Nations Unies qui surveillent les droits de l'homme et la migration, ainsi que les appels de la communauté immigrée haïtienne en République Dominicaine à respecter les droits de la communauté immigrée et à abandonner ses politiques discriminatoires et ses discours incitant à la haine.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 26 juillet 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Des policiers de la Jamaica Constabulary Force (JCF)

Par Catherine Charlemagne

(15e partie)

A la fin du mois d'avril 2024, les bonnes nouvelles pleuvaient de toute part pour les supporters de la mission armée internationale en Haïti. En effet, entre les 26, 27 et 28 avril, plusieurs contingents militaires étaient déjà prêts pour le débarquement. C'était la fin de *« l'Opération Hélios »*, cette opération qui consistait à entrainer une bonne partie des militaires de la CARICOM en vue de leur participation au déploiement en Haïti. En stationnement à la Jamaïque, des dizaines de membre des Forces Armées canadiennes (FAC), tous appartenant au 1er bataillon du Royal 22e Régiment basé à Valcartier au Québec, avaient terminé la première partie de la formation de plus de 300 soldats venus de Belize, du Kenya, des Bahamas et bien entendu de la Jamaïque.

Le colonel Tarik Messousa, Commandant de *« l'Opération Hélios »*, tout fier devait déclarer le vendredi 26 avril 2024 *« Il est impressionnant de voir ce que le Canada peut livrer en termes d'expertise et d'entraînement. Je peux dire, au nom des forces qui ont pris part dans l'opération et des forces kényanes, que nous avons atteint notre but.»* Par ailleurs, la cheffe de la diplomatie jamaïcaine, Kamina Johnson, avait fait l'éloge de ce qui a été fait par les 70 militaires canadiens venus comme formateurs dans son pays. Elle se disait satisfaite du travail accompli. La ministre des Affaires Etrangères était toute contente de dire « *Nous avons complété une formation sur les opérations et les forces spéciales, sur les infrastructures, la récupération des otages, etc… C'est le travail qui s'est fait ici pour nous assurer que nous soyons prêts à apporter notre soutien dès qu'on nous le demandera.* » Pour sa part, l'un des premiers concernés sur le plan militaire, Kevron Henry, Commandant des Forces de Défense de la Jamaïque, s'enorgueillit du niveau atteint par les hommes qui étaient en formation dans son pays pour le compte des Etats-Unis et de la CARICOM.

Le général jamaïcain estimait que c'était mission accomplie à voir la capacité d'intervention de ces militaires aguerris prêts pour le combat. D'après le Commandant Kevron Henry, *« Ces hommes sont, je crois, capables d'intervenir et de mener des opérations à haute intensité pour restaurer l'ordre dans des endroits comme Haïti ou ailleurs dans le monde. Selon notre évaluation, nous sommes capables d'affronter les défis qui peuvent survenir dans n'importe quel environnement, y compris à Port-au-Prince. »* Déclaration faite le 26 avril 2024. Avec de telles déclarations, Barbecue et ses hommes du mouvement « *Vivre ensemble* » avaient tout intérêt à rester à carreau ou à se préparer à affronter leur pire cauchemar.

Sinon, cette Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti n'aura été qu'une farce, une mission de plus de l'ONU, comme celles qui se sont succédé dans le pays depuis près de quatre décennies. Après l'espoir créé par les déclarations de ces trois membres de la Communauté internationale, les partisans de l'intervention militaire en Haïti se prenaient à rêver avec l'installation du Conseil Présidentiel de la Transition qui commençait à parler de rétablir l'ordre et la sécurité avec l'idée de la formation du Conseil de sécurité nationale (CSN) prévu dans l'accord politique du 3 avril 2024. Sans savoir d'où venait cette information, certains avaient commencé à parler de l'arrivée des premières troupes kenyanes en Haïti aux environs de 23 mai, d'autres avançaient la date du 29.

En réalité, il s'agissait d'une fausse alerte. Le déploiement des kenyans allait devoir attendre la fin du mois de mai 2024 pour que le Conseil Présidentiel de la Transition nomme un successeur au Dr Ariel Henry. Il s'agit du Dr Garry Conille, haut fonctionnaire de l'ONU. En fait, la rumeur venait d'une déclaration du Surintendant adjoint de la police jamaïcaine, Adrian Hamilton, le jeudi 2 mai 2024. Ancien Commandant du contingent et Conseiller de police dans la précédente mission de l'ONU en Haïti - MINUSTHA- durant trois ans (2008-2011), Hamilton est un habitué des missions difficiles en Haïti, pays qu'il connaît fort bien.

Étant Commandant de l'unité de la police jamaïcaine devant intégrer la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), ce Surintendant disait que ce détachement de la Jamaica Constabulary Force (JCF) était fin prêt pour se déployer en Haïti. *« Nous nous sommes toujours entraînés et avons opéré à l'unisson avec nos partenaires essentiels de la Force de défense jamaïcaine. Notre JCF est dotée de capacités dynamiques pour soutenir cette initiative (…) Nous sommes compétents, engagés et confiants quant au niveau de formation que nous avons reçu jusqu'à présent et avec les conseils continus du Commissaire de police, du haut commandement de la JCF, de la Force de défense jamaïcaine et de nos partenaires régionaux et internationaux, nous atteindrons notre objectif »* avançait le Surintendant de police le 2 mai 2024 après l'entrainement de plusieurs contingents militaires et policiers intégrés dans une force opérationnelle interarmée composée de la Jamaïque, Belize et les Bahamas.

Les déclarations de ce haut cadre de la police jamaïcaine ont été amplifiées et soutenues par certaines déclarations des officiels américains et les autorités haïtiennes qui ont rapportés dans la presse que les Etats-Unis avaient commencé la construction de la première base pour l'installation du premier contingent kenyan. En effet, selon le quotidien *Le Nouvelliste* du 3 mai 2024, c'est le Pentagone (ministère de la Défense des Etats-Unis) qui assurait cette partie de la logistique après que le Département d'État (ministère des Affaires Étrangères), toujours américain, eut sollicité l'autorisation du gouvernement haïtien pour que la police haïtienne aide à assurer la sécurité des employés américains chargés de construire ces bases aux environs de l'aéroport Toussaint Louverture sur le territoire de la commune de Tabarre. *« Les États-Unis ont pris contact avec le gouvernement haïtien pour la construction d'une base pour accueillir les premiers membres de la MMAS.*

C'est le Pentagone qui s'assure de ce volet. Les États-Unis, via le ministère des Affaires étrangères, ont demandé au gouvernement haïtien d'autoriser la PNH à fournir un soutien aux entrepreneurs privés de sécurité du département de la Défense des États-Unis (PSC) s'ils devaient faire l'objet d'une attaque hostile au cours de leurs tâches contractuelles à l'Aéroport International Toussaint Louverture. La PNH doit fournir un nombre approprié de personnel pour contrecarrer les entrées illégales, les tirs hostiles, les attentats à la bombe ou tout autre événement critique ne relevant pas du contrat PSC, dans un délai rapide suivant la demande de soutien. Des procédures doivent être mises en place pour la communication entre la PNH et le commandement de la PSC » rapportait le plus ancien quotidien d'Haïti. Par ailleurs, le dimanche 6 mai 2024, les autorités de Suriname, jusque-là assez en retrait dans ce dossier, pourtant État membre de la CARICOM, sortaient du bois.

Dans une rencontre avec la presse, le Président du Suriname, Chan Santokhi, devait annoncer que Paramaribo, la capitale du Suriname, était prête à intégrer la mission internationale en Haïti. Selon le chef de l'État de cette ancienne colonie néerlandaise (Pays-Bas), des militaires et des policiers étaient en préparation pour la mission. Chan Santokhi qui ne semblait pas très bien informé de ce qui se passait dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine laissait entendre qu'il y avait plus de morts en Haïti que celles enregistrées dans cette partie du monde où les deux belligérants s'entretuent au quotidien depuis le début des hostilités le 24 février 2022. Qu'importe pour le Président surinamien, l'important c'est de dramatiser au maximum la situation afin de sensibiliser davantage, comme il le disait lui-même, les États membres de la Communauté caribéenne de venir au secours de la Première République Noire du Nouveau monde. (…) *« Nous soutiendrons notre Nation sœur de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Nous apporterons notre soutien à la force multinationale dirigée par le Kenya, entre autres choses. Ces contingents sont préparés par les ministres de la Défense et de la Police, et le ministre de la Justice, en collaboration avec la police et l'armée nationale du Suriname. Savez-vous combien de personnes meurent chaque jour en Haïti ?*

Plus de personnes civiles meurent chaque jour en Haïti que dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine […] » estimait Chan Santokhi du Suriname le 5 mai 2024. Deux jours après, Washington avait annoncé que les Etats-Unis ont débloqué 60 millions de dollars pour l'achat de matériels, d'armes et d'autres éléments de transports des troupes dans le cadre de la mission dont la date commençait à se préciser de plus en plus. Tandis que la revue américaine *Politico* devait apporter plus de détails sur ce à quoi ces 60 millions de dollars devaient servir. Selon *Politico*, *« Cette enveloppe de 60 millions de dollars américains est débloquée pour soutenir Haïti dans l'acquisition d'équipements militaires en vue de renforcer la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti.*

Ce financement permettra l'achat de 35 transporteurs d'infanterie MaxPro, 80 Humvees, des armes à feu, des munitions, des drones de surveillance, des fusils de sniper et d'autres équipements. Cette aide vise également la poursuite de la formation des troupes en vue du déploiement imminent de la mission kényane. » En outre, d'après le journal *The Tribune* des Bahamas, en date du 7 mai 2024 citant le chef de la diplomatie de cette île anglophone et celui de la Sécurité nationale, le déploiement était même fixé pour le dimanche 26 mai 2024. *The Tribune* avait confirmé que « *Le ministre des Affaires étrangères des Bahamas a révélé que le déploiement des troupes kenyanes en Haïti est programmé pour le 26 mai prochain. Des soldats bahaméens se joindront également aux policiers kenyans dans cette mission. Par ailleurs, le ministre de la Sécurité nationale, Wayne Munroe, avait souligné que ces soldats auront pour mission de contribuer à assurer la sécurité maritime dans la région. »*

En outre, le mardi 8 mai 2024, c'est par voix de presse qu'on avait appris en Haïti que le Conseil Présidentiel de la Transition (CPT) avait écrit au chef de l'État kenyan, William Ruto, lui informant que la présidence provisoire de la République avait désormais pris en charge le dossier du déploiement et que tous les Conseillers présidentiels attendaient, comme il était convenu, l'arrivée de la Mission multinationale, selon la Résolution 2699 de l'ONU. *« Nous, le Président et les Membres du Conseil Présidentiel de Transition de la République d'Haïti, avons l'honneur d'exprimer à Votre Excellence notre satisfaction face à la solidarité dont le Kenya a fait preuve à l'égard de notre pays en ces temps de crise sans précédent dans la vie de la République (…) Le Conseil réaffirme son adhésion au Mémorandum d'Entente entre le gouvernement de la République d'Haïti et le gouvernement de la République du Kenya pour la coopération en matière de police et de sécurité, signé à Nairobi le 1er mars 2024.*

Ainsi, à la lumière de la Résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, l'accord bilatéral de sécurité signé entre la République Haïti et la République du Kenya ouvre la voie à la finalisation des modalités de mise en œuvre les plus appropriées de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) (…) Créé par décret du 12 avril 2024, suite à l'Accord politique pour une transition pacifique et ordonnée conclu entre les représentants des principales forces politiques, économiques, sociales et religieuses du pays, le Conseil présidentiel de Transition représente une réponse à la demande collective de la société haïtienne. Sa mission principale, consiste à rétablir l'État de droit démocratique en Haïti et sa première priorité est de restaurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

La volonté du Kenya de soutenir des solutions de sécurité pour la nation est grandement appréciée » extrait de la lettre du Président du Conseil Présidentiel de Transition, Edgard Leblanc Fils, au chef de l'État William Ruto datée du 3 mai 2024. Une initiative ou décision fort mal appréciée par l'une des parties prenantes de l'Accord du 3 avril 2024 qui a initié la formation du CPT. Le groupe Montana qui est représenté par Fritz Alphonse Jean au Conseil Présidentiel ne digère pas la teneur de cette lettre expédiée par la présidence haïtienne dont il est membre au Président kenyan. C'est l'instance dite Bureau de Suivi de l'Accord (BSA) qui a fait connaître la position de l'Accord du 30 août ou de Montana par rapport à ce courrier.

Dans un Mémorandum qu'il a envoyé au CPT, les signataires de l'Accord de Montana dénonçaient le bien fondé de cette lettre qui, selon eux, est un *« accroc »* à l'Accord du 3 avril 2024 donnant naissance au CPT. Ils estiment que Edgard Leblanc Fils, Coordonnateur du CPT, et ses collègues du Conseil auraient dû attendre la création du Conseil National de Sécurité (CNS) avant de prendre cet engagement devant la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti. Pour les compagnons du Conseiller-Président Fritz Alphonse Jean du Bureau de Suivi de l'Accord, cette lettre représente une entrave à la mission du Conseil National de Sécurité.



Le colonel Tarik Messousa, Commandant de « l'Opération Hélios » et Kevron Henry, Commandant des Forces de Défense de la Jamaïque

Pour bien comprendre la position du BSA de l'Accord du Montana, lisez ce large extrait du Mémorandum que les responsables ont adressé à Edgard Leblanc Fils, Président du CPT « *La lettre écrite au gouvernement kenyan constitue un accroc à l'Accord du 3 Avril en mettant en avant le rôle du Conseil National de Sécurité (CNS) qui n'est pas encore créé. Le CNS a pour mission de protéger les intérêts de la population et de s'assurer que cette assistance, au-delà de la bonne volonté des pays frères d'aider Haïti dans la lutte contre le grand banditisme, ne se transforme en une force de violation des droits de la nation et du peuple haïtien.*

Ce serait par exemple au CNS de fournir les explications nécessaires afin d'éclairer et de rassurer la population sur la présence accrue d'avions et d'hélicoptères militaires sur le territoire haïtien, dans le respect de son devoir de réserve sur les informations stratégiques. Le Conseil étant une instance politique de cohabitation, il s'agit agi de confier le lourd dossier de la sécurité à cet organe indépendant qu'est le CNS qui, pour être efficace, doit être libre de toute contrainte politique partisane afin que cesse le règne de l'impunité à l'origine de l'intensification de la violence en Haïti. Il s'agit d'une condition indispensable à la tenue d'élections transparentes et démocratiques.

Cette lettre du CP, adressée au gouvernement kenyan avant même la création et les travaux du CNS, représente une entrave à la

suite à la page(16)

Cité Soleil Unites, the CPT Splits, While Conille and Kenyans Run



Jimmy "Barbecue" Cherizier holds a press conference in Cité Soleil on Jul. 25 to announce that dialogue has established a peace pact among armed groups there.



From left to right, CPT members Smith Augustin, Louis Gérald Gilles, and Emmanuel Vertilaire are accused of seeking a $757,000 bribe from the head of Haiti's National Bank of Credit (BNC)

by Kim Ives

This past week has not been a good one for de facto Prime Minister Garry Conille, the Transitional Presidential Council (CPT), or the U.S. Embassy, which is their boss.

On Wed., Jul. 24, thousands marched in Port-au-Prince's giant shanty town of Cité Soleil to celebrate the peace established between the armed groups of its different neighborhoods.

Gabriel Jean-Pierre, who represents the quarter known as Brooklyn, **Mathias Saintil**, who represents Boston, and **James "Bendji" Edmond**, who represents Bélékou (previously represented by the late Iscar Andris), made a pact to stop all fighting.

Those leaders, as well as the marchers, called on Haitian authorities to resume services to the long abandoned slum such as restarting schools and clinics, dredging drainage canals, repairing roads, and resuming electricity, water, and garbage collection.

"Over the past five years, [Cité Soleil's] people were hardly able to live due to fighting encouraged by Haiti's traditional politicians and oligarchy," said Jimmy "Barbecue" Cherizier in a Jul. 25 press conference, watched by hundreds of spectators, in Cité Soleil. He represents an alliance of armed groups called *Viv Ansanm* (Live Together), which prevented the return to Haiti of former Haitian Prime Minister Ariel Henry on Feb. 29.

"I take this occasion to thank every *Viv Ansanm* leader, especially Jeff of Canaan, who put his foot on the accelerator by speaking to Gabriel and stressing the need for this peace," Cherizier continued, adding that Gabriel is not a member of the *Viv Ansanm* alliance. "This peace shows the importance of dialogue... We are not asking for peace and dialogue because we don't have guns and ammunition... It's not because the Kenyan force has arrived that we are asking for peace."

He said that only the oligarchy and politicians who put guns in the ghettoes are today rejecting dialogue, while "we in *Viv Ansanm,* the people of the poor neighborhoods, the lowest of the low, whom they don't see as human, who don't have water or electricity, we want dialogue to take Haiti to another place."

Meanwhile, scandal and accusations are rending the CPT. Haiti's Anti-Corruption Unit (ULCC) has opened an investigation into three CPT members for trying to shake down Raoul Pascal Pierre-Louis, the chairman of the board of directors of the National Credit Bank (BNC), for 100 million gourdes (about U$757,000) in order to retain his post. In addition to soliciting the bribe, **Louis Gérald Gilles**, **Smith Augustin**, and **Emmanuel Vertilaire** not only "threatened my professional integrity," Pierre-Louis charged in a Jul. 25 letter to Conille, "but also pose a serious security risk to me and my family" who are "exposed to threats of potential attacks."

Smith Augustin expressed "indignation at the recent false and slanderous allegations associating [me] with acts of corruption," but Louis Gérald Gilles and Emmanuel Vertilaire had not yet issued statements at press time.

The Monitoring Office (BSA) of the Montana Accord coalition, which also has a CPT seat and is generally inimical to the three men, has called for "the withdrawal of the authorities concerned in order to facilitate the work of justice," a call which will surely increase rancor in the already divided council.

Finally, on Mon., Jul. 29, unknown gunmen fired shots near the large delegation of Garry Conille as he toured the General Hospital, not far from the National Palace, with Haitian National Police (PNH) chief Normil Rameau and the Kenyan commander of the Multinational Security Support Mission (MSS) Godfrey Otunge. The attack began just as Conille was answering questions of CNN reporter Larry Madowo, so the ensuing panic, disarray, and flight of the PNH and MSS troops, along with the officials, was captured by many cameras.

It is not clear if soldiers of the *Viv Ansanm* coalition fired the initial shots – maybe as few as two – that triggered the huge PNH and MSS fusillade, but the images of cops firing their weapons wildly as they ran back and climbed into their towering U.S.-supplied armored cars was almost comical.

Contrary to some reports, the General Hospital had not been previously "retaken" by the PNH. Even before the first 200 Kenyans arrived on Jun. 25, the *Viv Ansanm* simply withdrew its forces from the hospital and area around it because it had no strategic importance for them, their spokesman told *Haïti Liberté* weeks ago. Clearly, however, if it was the Haitian armed groups that attacked the heavily-girded contingent of helmeted police and armored cars at the hospital, they did so with relative ease. There were no casualties reported in the confrontation, despite the intense gunfire recorded from many angles.



Prime Minister Garry Conille (left) with CNN reporter Larry Madowo as shots ring out during a tour/interview at Haiti's General Hospital on Jul. 29.



Two Kenyan police firing wildly as they run across a road to their U.S.-provided armored cars after shots were apparently fired at them on Jul. 29.

« PEU IMPORTE QUI EST DES ÉTAT



Kamala Harris ou Donald Trump. Peu importe qui est ou sera le président des États-Unis !

Entretien avec Nils Wegner

Une tentative d'assassinat de Donald Trump, l'abandon de Joe Biden, la nomination de J. D. Vance comme candidat républicain à la vice-présidence - il se passe beaucoup de choses en ce moment aux États-Unis d'Amérique. Parfois, ce « mouvement » amène les Allemands à s'intéresser de nouveau à la politique américaine, non sans lier leurs espoirs à l'un ou l'autre rebondissement inattendu. L'auteur des éditions Jungeuropa, Nils Wegner, (auteur de Neoreaktion und Dunkle Aufklärung) n'est certainement pas un amateur de slogans porteurs d'espoir, mais il est d'autant plus fin connaisseur de la politique américaine en général et de la droite américaine en particulier. Nous l'avons interrogé sur les derniers événements survenus en Amérique du Nord.

Jungeuropa: On ne peut pas dire que la politique américaine ne soit pas divertissante. Au président Donald Trump a succédé le président Joe Biden, dont l'aliénation mentale entraîne désormais son retrait prématuré. Cher Nils Wegner, qui va succéder à Biden en tant que candidat démocrate à la présidence et à quel point cette soi-disant alternative pourrait-elle s'avérer amusante ?

Nils Wegner : « Amusant » est en effet un peu le leitmotiv en l'occurrence : en l'espace d'un peu plus de deux semaines, nous avons assisté à la chute complète de Biden suite au « débat » contre Trump, pourtant entièrement organisé en sa faveur, puis aux tentatives paniquées des médias libéraux du monde entier (!) pour limiter les dégâts, et enfin à l'attentat bizarre de Butler, en Pennsylvanie, qui a permis de prendre la photo de presse la plus emblématique des années 2020 à ce jour et a rendu Trump pratiquement incontournable au sein du Parti républicain. Si quelqu'un n'a toujours pas compris que la partie publique de la politique américaine n'est qu'un spectacle, on ne peut vraiment plus l'aider.

Après le « renoncement » bizarre de Biden à se représenter, annoncé par tweet, abandon qui poursuit sans interruption la série d'« événements » ci-dessus, l'opinion publique mondiale s'est déjà préparée à voir Kamala Harris lui succéder. C'était pratiquement inévitable, car elle présente tous les critères apparemment essentiels pour les progressistes. Avant tout, elle incarne en elle-même la coalition arc-en-ciel des multiples minorités qui veulent être « représentées »: elle est une femme, elle est fille d'une Tamoule et d'un Jamaïcain, elle est enfant de divorcés... De plus, elle est connue pour avoir peu de « convictions » et pour tourner son drapeau le plus souvent dans le sens du vent, ce qui fait d'elle une masse malléable entre les mains des principaux financiers du parti démocrate. Tout porte donc à croire que Harris sera la candidate démocrate à la présidence, mais nous ne le saurons avec certitude qu'après la convention du parti en août. Cela est dû en grande partie au fait que personne n'a apparemment pris la peine de préparer à temps un « plan B » en cas de défaillance de Biden.

Jungeuropa: Le départ de Biden doit donc être considéré comme une aubaine pour les démocrates et non comme une défaite ?

Nils Wegner : Eh bien, en quoi est-ce une « défaite » ? Biden s'apprête à fêter son 82ème anniversaire ; il est le président en exercice le plus âgé de l'histoire des États-Unis. Il était prévisible qu'il soit absent à plus ou moins long terme, et de fait, de nombreux observateurs s'y attendaient déjà pour son premier - et désormais probablement unique - mandat. La vice-présidente Harris aurait alors pu prendre le relais en douceur et continuer à guider le navire de l'État sur la voie souhaitée ou, si nécessaire, l'y ramener. John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson sont des exemples historiques de ce genre de manœuvres.

Le fait que tous les médias établis, sans exception, se soient obstinés pendant si longtemps à nier l'évidente perturbation neurologique et mentale de Biden et à la présenter comme une fake news « de droite », pour ensuite se retourner à 180 degrés après le débat en question, alors que tout était définitivement perdu, et exiger le retrait immédiat du président en exercice de la campagne électorale - cela représente d'une part un nouveau point bas de ce qu'on appelle la couverture médiatique. D'autre part, il s'agit également d'un point culminant de la dissonance cognitive, car la dégradation mentale de Biden était déjà clairement visible avant sa première candidature à la présidence. Ceux qui ne l'ont constaté qu'après le débat avec Trump sont soit aveuglés par leur idéologie, soit tout simplement des menteurs.

Le moment de cette renonciation à la candidature est toutefois assez mal choisi pour les démocrates, qui s'étaient certainement déjà préparés à une convention peu excitante selon des directives préétablies. Il est désormais trop tard pour une véritable campagne présidentielle interne avec différents candidats ; une telle campagne a été délibérément étouffée par la direction du parti démocrate l'année dernière (c'est pourquoi Bobby Kennedy Jr. se présente aujourd'hui en tant que candidat sans parti). D'une manière ou d'une autre, le choix se serait porté sur Kamala Harris, notamment pour les raisons évoquées ci-dessus, mais le passage d'un « candidat potentiel » à l'autre aurait pu être beaucoup moins mouvementé.

Jungeuropa: Donald Trump n'est que légèrement plus jeune, mais il semble être bien en selle (chez les républicains). Qu'est-ce que cela nous apprend sur les républicains ?

Nils Wegner : L'âge moyen des dirigeants politiques américains est depuis longtemps une source de plaisanteries malveillantes mais justifiées. Pensez par exemple à la sénatrice Dianne Feinstein, décédée il y a bientôt un an à 90 ans alors qu'elle était en fonction (!), qui était complètement absente mentalement au moins pendant ses deux dernières années, mais qui n'en a pas moins « assumé » d'importantes fonctions en commission et a été défendue de manière agressive contre tout soupçon de démence par son amie de haut rang dans le parti, Nancy Pelosi - alors qu'au même moment, dans les locaux du Capitole, elle déclarait à des caméras de télévision qu'elle n'avait aucune idée de l'endroit où elle se trouvait et pourquoi. La politique professionnelle mène inévitablement à l'écueil de la sénilité, et les États-Unis, même dans cette tendance consternante, ne sont que l'exemple le plus flagrant d'un problème général dans l'Occident libéral.

Nancy Pelosi - dans les locaux du Capitole, elle déclarait à des caméras de télévision qu'elle n'avait aucune idée de l'endroit où elle se trouvait

En ce qui concerne l'âge de Donald Trump, il a commencé à s'intéresser à la politique nationale et internationale il y a maintenant 40 ans, et a fait preuve d'une remarquable flexibilité dans pratiquement tous ses points de vue, ainsi que dans ses inclinations partisanes et son comportement en matière de dons. Le fait qu'il ait finalement penché en premier lieu vers les républicains et qu'il soit associé à ces derniers est probablement lié à leur orientation économique à l'époque de Ronald Reagan (et de son héritage). Il aurait pu obtenir - pour ne pas dire acquérir - une position politique importante bien plus tôt et plus jeune, sauf que jusqu'à la mi-2015, personne ne l'a vraiment pris au sérieux, et surtout pas l'establishment du Parti républicain qui, à l'origine, misait majoritairement sur son concurrent Ted Cruz. Et cela, on ne peut même pas le reprocher aux professionnels de la politique de l'époque: n'oubliez pas que, selon de nombreux rapports, même Trump et son équipe auraient été refroidis par la victoire aux élections présidentielles.

Jungeuropa: Donc pas de « plan », pas d'échec 4-D du côté de Trump, même cette fois-ci?

Nils Wegner : J'en doute fortement. Si le premier mandat présidentiel de Trump a montré quelque chose, c'est bien qu'il n'y était pas préparé (voir par exemple ses incessants changements de personnel, qui n'ont révélé aucune stratégie réfléchie mais semblaient plutôt dépendre de l'humeur du jour et des « conseils » de sa fille Ivanka et de son mari) et qu'il a pu être massivement entravé et parfois carrément saboté au niveau des fonctionnaires (ce qui remet en question la valeur d'un « plan » dans son ensemble).

Je l'ai déjà mentionné dans plusieurs podcasts d'analyse de la situation, ainsi qu'ailleurs, et je ne peux que me répéter: la politique, au sens de décisions et de mesures réellement perceptibles, se fait aux États-Unis principalement au niveau des « managers » politiques - les membres du personnel, les lobbyistes, les membres des commissions, etc. Cet appareil, qui a pris des proportions monstrueuses au cours des 90 dernières années depuis le New Deal de Roosevelt, est précisément le blob ou, dans le jargon de Trump, le swamp contre lequel tant de gens se sont déjà dressés en vain.

L'ancien trotskiste et futur chef de file du Conservative Movement James Burnham l'a souligné très tôt (The Managerial Revolution, 1941) ; son épigone Samuel Francis a parfaitement transposé cette leçon au 21ème siècle (Leviathan and Its Enemies, 2016). Et depuis, c'est le personnage exotique Curtis Yarvin, alias « Mencius Moldbug », qui a lancé le slogan minarchique « R.A.G.E. » pour « Retire all government employees ». Pour obtenir un véritable changement de cap, il ne suffit pas de changer le personnel de haut niveau, il faut s'attaquer au personnel intermédiaire - et jusqu'à présent, Donald Trump n'a pas donné l'impression d'en avoir la volonté ou la capacité.

Jungeuropa: J.D. Vance est l'un de ceux qui font l'objet de nouvelles mises en garde. Apporte-t-il un changement dans la dynamique que vous avez décrite ? Que représente celui que le magazine Der Spiegel a récemment qualifié de « prochaine génération MAGA » ?



Joe Biden

Nils Wegner : Il est au moins capable d'« émouvoir aux larmes » les dirigeants politiques allemands sur le déclin depuis qu'Olaf Scholz a déclaré la semaine dernière qu'il avait lu son livre Hillbilly Elegy avec enthousiasme et qu'il continuait à penser qu'il valait la peine de le lire. Et que fait maintenant Ullstein, l'éditeur actuel de la traduction allemande du livre ? Il ne renouvelle pas le contrat de licence et ce livre épuisé ne sera plus proposé au lecteur allemand, qui vient seulement de commencer à s'intéresser à Vance ! La raison est littéralement que l'auteur était en règle tant qu'il se positionnait activement contre Trump en 2016/17 ; maintenant qu'il est aux côtés de Trump, il n'est plus en règle, bien que le contenu du best-seller n'ait évidemment pas changé d'un iota entre-temps. C'est exactement le comportement ridicule et puéril auquel on est malheureusement habitué de la part de ces maisons d'édition et de leurs responsables dont la sensibilité culturelle est limitée par de formidables œillères.

Mais avant que l'on ne suggère que la maison d'éditions Jungeuropa reprenne à son compte le livre : Hillbilly Elegy n'est vraiment pas une révélation. Personnellement, j'ai trouvé le ton d'autodérision un peu insistant et, par moments, plutôt désagréable. Celui qui veut parler du pays et des gens de sa jeunesse peut et doit le faire sans rappeler constamment au lecteur qu'il - le narrateur - sait très bien que le lecteur va proba-

OU SERA LE PRÉSIDENT TS-UNIS »

blement se moquer de lui comme d'un plouc. Hillbilly Elegy n'aurait pas été un tel phénomène sans les armées de journalistes conformistes et formatés et autres têtes d'œuf qui ont voulu voir dans ce livre un psycho- et sociogramme de la Rust Belt et y déceler la raison profonde du succès populiste de Donald Trump. S'il avait été publié en 2014 plutôt qu'en 2016, personne ne l'aurait plus évoqué aujourd'hui. D'ailleurs, à ma connaissance, un éditeur de remplacement a déjà été trouvé pour l'édition en langue allemande.

Et Vance lui-même ? A l'origine, il est issu de la classe inférieure blanche et représente l'authenticité apparente qui y est liée, et doit sa réputation à son service militaire en tant que correspondant de guerre/sous-officier de presse dans l'infanterie de marine; le plus grand atout qu'il peut faire valoir est son âge plutôt jeune pour la politique américaine, 40 ans à peine. Depuis quelque temps, il cultive délibérément cette image de « jeune sauvage » qui se présente pour bousculer un monde politique sclérosé, par exemple en portant une barbe complète. Ses électeurs semblent le remercier. Ils ne savent probablement même pas que Vance travaillait encore comme étudiant pour le site Internet de l'archi-néocon David Frum - l'inventeur du slogan de l'« axe du mal » - et qu'il a donc gagné ses premiers galons politiques précisément dans la fraction la plus décomposée de la droite américaine.

Mais le contexte indéniablement le plus important dont il faut toujours tenir compte chez Vance est son lien avec Peter Thiel. Depuis au moins 15 ans, Thiel finance, tantôt ouvertement, tantôt de manière cachée, d'innombrables politiciens, journalistes et activistes qui lui semblent intéressants en termes d'espoir et/ou de contenu - c'est devenu un mème à part entière, la question rhétorique étant souvent posée dans les podcasts et sur Xitter de savoir ce que deviennent les « Thiel bucks ». Mais J. D. Vance n'est pas simplement un protégé de Thiel parmi d'autres - il a été directeur général d'une société d'investissement du groupe Thiel pendant un peu moins d'un an et devrait donc avoir, pour reprendre les termes de Carl Schmitt, un « accès direct au détenteur du pouvoir ». Tout comme Blake Masters, le co-auteur du livre de Thiel Zero to One, qui a commencé à s'infiltrer dans le parti républicain exactement au même moment que Vance, fin 2016. Masters a toutefois un peu exagéré son image de « jeune sauvage », par exemple en recommandant publiquement Ted Kaczynski comme penseur subversif toujours digne d'être lu - c'est objectivement correct, mais cela ne passe pas très bien auprès de l'Américain moyen, ce qui explique pourquoi Masters n'a pas obtenu le soutien de cercles républicains importants lors des élections de mi-mandat de 2022.

Jungeuropa: Vous l'avez déjà dit : les Allemands de droite se demandent ce qu'il y a de si « mauvais » chez J. D. Vance. Où est le problème ? Ou la question est-elle insignifiante, car le vice-président ne joue généralement aucun rôle ?

Nils Wegner : La réponse à cette question est très simple: c'est la deuxième solution ! Mis à part le fait qu'il peut faire pencher la balance en cas d'égalité des voix au Sénat, le vice-président américain a une fonction purement représentative - tant que le président en exercice n'est pas défaillant ou ne démissionne pas.

Il reste néanmoins beaucoup à dire sur la question importante que représente la coterie autour de Thiel, notamment parce que tant de figures de droite, en Allemagne et en Europe, placent leurs espoirs non seulement dans des populistes prétendument nationaux comme Steve Bannon, mais aussi dans des protagonistes de la « mafia PayPal » autoproclamée, en particulier Elon Musk actuellement, qui est célébré avec insistance dans « nos cercles » - quoi que cela puisse signifier - comme une sorte de héros de la liberté.

J'ai expliqué beaucoup de choses à ce sujet dans mon livre sur la néoréaction. Je me contenterai donc ici d'un condensé: Peter Thiel est considéré par beaucoup comme ce que nous appellerions ici un conservateur culturel - il est en effet homosexuel. Ce n'est qu'une demi-blague: Thiel a fait sensation lors de la convention républicaine de 2016 en s'approchant du pupitre et en criant: « *Je suis fier d'être gay. Je suis fier d'être républicain. Et surtout, je suis fier d'être américain* ». Il a ainsi esquissé sa conception de « MAGA » et de « America first », et c'est sur ce point qu'il faut se positionner en tant que fan de Thiel ou de ses protégés. (Il convient toutefois de préciser que Thiel n'a trouvé son « conservatisme » qu'à partir du second mandat d'Obama, lorsque des controverses sur le rapport entre « liberté » et « démocratie » sont apparues parmi les libertariens américains de l'époque, dont il a fait partie pendant la plus longue période de son existence).

Peter Thiel n'a pas beaucoup de principes, mais il a beaucoup d'intérêts, ce qui est probablement essentiel pour un bon investisseur en capital-risque. Et si, après une marche de près de dix ans à travers les institutions républicaines, ses hommes de confiance peuvent désormais accéder à des postes élevés au sein de l'État, même s'ils ne sont pour l'instant que représentatifs, il saura certainement en profiter d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce que pour conclure quelques accords en coulisses. Il est particulièrement intéressant de noter que dans la course à la présidence républicaine, il n'a cette fois-ci soutenu ouvertement aucun candidat, même si parmi eux se trouvait Vivek Ramaswamy, un homme de son entourage proche. Les investisseurs informatiques Marc Andreessen et Ben Horowitz, qui ont un passé commun avec Curtis Yarvin, mentionné plus haut, et qui étaient encore en 2016 de farouches opposants à Trump - tout comme J.D. Vance - semblent avoir pris sa place en tant qu'éminence grise des donateurs.

Pourquoi Thiel a-t-il pris ses distances vis-à-vis de l'extérieur ? La clé se trouve dans la phrase qu'il vient de citer lors du RNC 2016, car la plupart du temps, « nos » gens négligent ou omettent ce que Thiel a dit à l'époque avec la phrase suivante : « Je ne suis pas d'accord avec toutes les phrases de notre programme électoral, mais les batailles culturelles insensées ne font que nous distraire de nos problèmes économiques, et à part Donald Trump, personne n'aborde ce sujet dans cette campagne ».

Tout est là, ouvertement, il suffit de vouloir le voir. Ce qui importe à Thiel - et, je l'insinue effrontément, à ses agents de liaison au sein de l'appareil du GOP - c'est en fin de compte la liberté des bilans, des dérégulations et des voies commerciales. La liberté d'opinion, d'expression et d'association (cette dernière n'étant de toute façon plus qu'une expression creuse aux États-Unis depuis le Civil Rights Act de 1964) sont des accessoires sympathiques, mais ne doivent pas servir de distraction. Ces deux dernières années, les républicains ont surtout fait parler d'eux en tant que parti anti-« woke », en particulier les jeunes politiciens, et cela ne plaît pas à Peter Thiel. Les réformes peuvent être sympathiques, mais il n'y aura pas de « révolution culturelle de droite » avec lui. Il est étroitement lié au complexe militaro-industriel par le biais de plusieurs de ses entreprises, notamment Palantir (un sujet important et effrayant en soi), et il ne mordra pas la main qui lui remplit les poches. Cela vaut d'ailleurs tout autant pour Elon Musk.

Jungeuropa: Pourquoi êtes-vous si critique à l'égard de Thiel ? Après tout, il investit entre autres dans Rumble, une plate-forme vidéo qui fait la promotion de la liberté contre la censure et qui veut déclarer la guerre à YouTube.

Nils Wegner : Je ne critique pas Thiel lui-même. Je reconnais qu'il a des intérêts et qu'il les poursuit. Ce que je critique, c'est la tendance de la droite à rechercher désespérément des « amis » puissants (c'est-à-dire, avant tout, des amis à fort capital et à fort impact médiatique).

La fortune de Peter Thiel, qu'il investit ou du moins a longtemps investie dans des personnages et des projets médiatiques « subversifs », provient en grande partie d'entreprises leaders dans le domaine, par exemple, de la technologie de reconnaissance faciale et de l'analyse qualitative d'énormes quantités de données. Pour être encore plus clair : il profite de l'action actuelle de l'armée et des forces de l'ordre, en particulier dans le domaine de la surveillance en ligne, contre laquelle les droites s'opposent pourtant bec et ongles, car ce sont eux ou « nous » qui subissons actuellement les conséquences de ces « avancées » technologiques. En tant que PDG de Palantir, il a nommé un antifasciste déclaré en la personne d'Alex Karp !

Il existe un courant de la droite américaine qui cultive une vision fataliste de tout cela et qui dit en substance : « L'intelligence artificielle, la surveillance totale, l'utilisateur transparent, etc. arrivent de toute façon - nous devrions au moins soutenir ceux qui en profitent et qui nous sont le moins hostiles ». Dans ce pays, certains fans de Thiel et de Musk seront certainement d'accord avec cette affirmation et la qualifieront de « machiavélique », « néo-réactionnaire » ou autre. Mais c'est une mentalité d'esclave, et je refuse de me joindre à ce chœur.

Les intérêts de Peter Thiel ne sont pas mes intérêts. Les intérêts d'Elon Musk ne sont pas les miens non plus. Et lorsque l'homme de droite moyen aura mis de côté toutes les fumisteries du « techno-optimisme » et du « darwinisme social » et qu'il aura dépassé le stade de l'autodétermination et des slogans digne d'un album de poésie de l'école primaire, du type « Quand je serai grand, je veux devenir PDG », il se rendra compte que ses intérêts n'ont rien en commun avec ceux de ces milliardaires - qu'ils aient ou non des idées nébuleuses et totalement arbitraires sur la « liberté ».

Dans votre livre Neoreaktion und dunkle Aufklärung, vous écrivez sur l'idéologie de cette clique de la Silicon Valley, c'est-à-dire sur le monde de Musk et Thiel. Comment cela s'accorde-t-il ? D'un côté, ils sont libertaires, de l'autre, ils profitent de la réglementation en ligne de l'État. D'un côté « réactionnaires », de l'autre proches du transhumanisme avec leurs projets.



J. D. Vance

Irving Kristol, le doyen du néo-conservatisme américain, a utilisé la citation populaire selon laquelle un conservateur est un libéral qui s'est fait piéger par la réalité. Dans ce sens, on pourrait dire qu'un « néo-réactionnaire » est un libertarien qui a compris que les gens ne sont bons à rien sans incitations extérieures ou venant d'en haut.

Ces personnes sont souvent issues du secteur informatique et connaissent donc la valeur de l'ordre (du moins dans leur travail ; l'apparence personnelle est parfois une autre histoire). Ils veulent des dérégulations - mais ont besoin d'institutions étatiques pour les protéger des criminels, etc. Ils veulent être indépendants de l'État - mais dépendent de l'État pour leur existence. Le meilleur exemple en est Elon Musk, dont le réseau d'entreprises est très déficitaire et qui serait pratiquement en faillite sans les subventions de l'État et les contrats avec le Pentagone.

Si je devais résumer la prétendue « néoréaction » en une phrase, ce serait celle-ci : les libéraux de droite s'engagent nécessairement dans des circuits qui offrent une pensée politique robuste afin de maintenir la cohésion d'un Occident libéral qui s'effrite jusqu'à ce qu'ils aient réussi à introduire le prochain changement de paradigme fondamental (au sens premier du terme, selon Kuhn). En fin de compte, il ne s'agit donc pas d'une véritable réaction, mais plutôt d'une sorte de progressisme au potentiel autoritaire, mais issu du monde économique, que les gens perçoivent malheureusement encore instinctivement comme plutôt conservateur.

Jungeuropa: C'est donc ce qu'Oswald Spengler appelait le « césarisme ». Peut-être est-ce aussi la seule option de ce que l'on appelle l'Occident ?

Nils Wegner : Le discours sur les « dernières options », les « dernières chances » et les « dernières générations » me répugne. Notamment parce qu'il est généralement le fait de personnes qui veulent soit vendre quelque chose, soit sauver leur peau (ou les deux). Si l'on veut réparer les effets dévastateurs de l'individualisme et de la mentalité de marché, ce n'est pas en en faisant plus que l'on y parviendra - c'est pourtant ce à quoi les projets libertaires et « néoréactionnaires » aboutissent en dernière instance. Le souhait d'un dépassement de la nation au profit de « micro-États » lâches, organisés comme des entreprises privées, fait encore partie des idées les plus douces.

Jungeuropa: Bien. Il ne reste donc plus qu'une dernière question. Du point de vue de la droite allemande, quel prochain président américain devrions-nous espérer?



Donald Trump et Peter Thiel

Nils Wegner : En bref (et pour me mettre tous les lecteurs à dos) : pour la droite allemande, il n'est pas du tout pertinent de savoir qui est ou sera le président des États-Unis, du point de vue de la politique réelle - attention, il ne s'agit pas d'une quelconque « série ». Tout aussi peu pertinent, d'ailleurs, que les tweets d'Elon Musk sur la manière dont les partis et les médias du système allemand traitent l'AfD ou COMPACT.

« Pour en revenir à la question de départ, il serait incontestablement plus divertissant que Donald Trump remporte les élections. Mais le caractère divertissant n'est pas un critère de la politique ».

Cher Nils Wegner, merci pour cet entretien !

Jungeuropa 26 Juillet 2024
Euro-Synergies 28 Juillet 2024

Les Jeux Olympiques de Paris : le championnat de la russophobie



Les Jeux de la XXXIIIe Olympiade se dérouleront en France du 26 juillet au 11 août.

Par Oleg Nesterenko*

Les Jeux Olympiques de Paris ont débuté ce 26 juillet 2024 pour le plus grand bonheur des amateurs du sport de tous horizons qui préfèrent, à juste titre et pour ne pas gâcher l'ambiance de fête, fermer les yeux sur les scandales et le chaos sans précédent accompagnant la période de préparation de l'ouverture des actuels jeux et de les ignorer en se concentrant sur les compétitions sportives qui se tiendront dans la capitale française jusqu'au dimanche du 11 août 2024.

En laissant les fans de sport savourer le retour de l'événement qu'ils attendaient depuis trois ans, je ne peux, toutefois, ne pas me tourner vers ceux qui ont tendance à préférer la vision de l'ensemble des processus qui se déroulent dans l'époque que nous vivons, au lieu de se contenter de la consommation insoucieuse et agréable de ce qui leur est servi sur un plateau, sans examiner la qualité et la propreté de la table sur laquelle ce dernier est posé.

Je préfère laisser les autres commenter les graves dérives qui sont devenues une normalité durant les préparatifs des JO de Paris et dire quelques mots sur un autre aspect de l'événement qui sera lourd de conséquences : l'excès de la russophobie qui est devenue un synonyme de la compétition olympique de ce jour.

Les réalités du CIO

En 1925, lors du Congrès olympique qui s'est tenu à Prague, Pierre de Coubertin, le père-fondateur des Jeux Olympiques (JO) contemporains, a déclaré concernant les JO : *« Tous les peuples y doivent être admis sans discussion, de même que tous les sports y doivent être traités sur un pied d'égalité sans souci des fluctuations ou des caprices de l'opinion ».*

Le grand principe fondateur des Jeux Olympiques sur la participation inconditionnelle de tous les peuples dans l'événement, le principe sans lequel l'existence même de cette grande initiative sportive perd son sens – ce principe est non seulement bafoué, mais tout simplement méprisé par l'actuel Comité international olympique (CIO) qui a totalement oublié le rôle qui est le sien.

Quelle est la réelle raison de la mutation malsaine que le CIO a subie ? La réponse est simple. Aujourd'hui, ce Comité est totalement dominé par les lobbies des puissances occidentales qui l'ont transformé en simple exécutant de la volonté politique de ses commanditaires, en pervertissant le plus grand événement sportif international, sain autre fois, en une simple tribune de leur propagande.

La domination occidentale des JO via le CIO par le bloc Occidental n'est guère une supposition, mais un fait concret : sur les 206 pays-participants aux JO, seules 106 personnes constituent le Comité Olympique, dont 54 - la majorité - sont les représentants des intérêts de l'Occident collectif, dont l'ensemble des populations est inférieur à 20% de la population mondiale. En ce qui concerne la Fédération de Russie, la Chine, l'intégralité du continent africain et l'intégralité de l'Amérique latine – tous ces pays et continents qui constituent la majorité écrasante de la population de la terre n'est représentée que par 32 membres, soit moins de 1/3 des voix de votes.

CIO et ses dérives russophobes

Dès le début de l'initiative militaire de Moscou contre les intérêts du bloc de l'OTAN sur le territoire ukrainien, les décideurs occidentaux ont ordonné au CIO d'entreprendre une série de répressions à l'encontre de la Fédération de Russie, ce qui a été promptement réalisé et mis en avant en tant qu'un des éléments dans le cadre du grand tableau de la propagande déclenchée par le camp « atlantiste » contre son adversaire politico-militaire russe.

Le Comité « international » olympique a réprimé non seulement le droit souverain des sportifs russes de concourir sous leur drapeau national, mais en plus les a autorisés à participer dans les JO uniquement en tant qu'athlètes neutres, sans représenter leur pays.

En tant que condition supplémentaire additionnelle, le non-soutien de l'opération militaire russe, soit la non-opposition à la politique du bloc de l'OTAN a été requise auprès de chaque participant potentiel originaire de la Russie. Tous ceux qui ont refusé de se plier à chacune des conditions politiques exposées ont été interdits de facto à participer aux JO. Un grand nombre de sportifs russes déjà médaillés olympiques ont refusé personnellement de participer à ce championnat de la russophobie orchestré par des puissances-ennemies.

De ce fait, il est à souligner que l'intégralité des résultats des JO de Paris 2024 seront complètement faussés suite à l'absence d'un grand nombre d'athlètes qui auraient eu d'énormes chances de recevoir de nouvelles médailles. Les médailles seront donc attribuées à des compétiteurs plus faibles – l'ensemble de l'événement ne devient qu'une triche légalisée à l'examen.

Sans entrer dans les détails de la guerre en Ukraine qui est un autre sujet et dont la réalité est très éloignée des narratifs mensongers propagés par le bloc politico-militaire occidental, cela étant et quoi qu'il en soit, en mettant des parallèles on ne peut ne pas constater que l'histoire ne se souvient pas de l'exclusion des athlètes américains, notamment lors des jeux olympiques d'Athènes en 2004, après que leur pays d'origine ait perpétré un gigantesque massacre des populations et des crimes contre l'humanité lors de l'Invasion et la destruction de l'Irak en 2003. Ni des athlètes anglais et français lors des JO de Londres en 2012, à la suite de la destruction en 2011 de la Lybie et de l'avenir de son peuple perpétré par la France et le Royaume-Uni au premier lieu à la demande de leur tuteur outre-Atlantique.

De même pour les athlètes d'Israël : ils n'ont pas eu le moindre dérangement de la part du CIO à la suite de l'action de leur pays vis-à-vis de Gaza et dont je vais revenir plus loin sur la situation de l'équipe olympique hébreu dans le cadre des JO de Paris.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine dorénavant perdue par le bloc Occidental face à la Fédération de Russie, ce denier observant l'agonie de sa créature qui est le régime de Kiev, pousse le CIO à la bassesse d'une revanche d'impuissance qui s'est traduite par une répression supplémentaire : l'interdiction pure et simple aux sportifs russes admis sous bannière neutre aux JO de Paris de participer à la parade sur la Seine avec les autres délégations lors de la cérémonie d'ouverture.

Etant donné qu'il s'agit de sportifs en tant que personnes physiques qui se sont déjà pliés à des conditions discriminatoires du CIO à l'encontre de leur pays, l'interdiction de leur participation à la cérémonie d'ouverture ne peut en aucun cas être traitée judiciairement autrement que par la discrimination par une personne morale vis-à-vis de personnes physiques à la base de leur origine. J'aimerais rappeler aux responsables (irresponsables, pour être plus précis) concernés du prétendu pays du respect des droits : ce méfait constitue une grave violation directe, assumée et affichée de la Loi 225-1 de la Section 1 « Des discriminations » du Chapitre V « *Des atteintes à la dignité de la personne* » du Livre II « *Des crimes et délits contre les personnes* » du Code pénal de la République Française.

La flagrance de ces constats est plus que parlante et le monde non Occidental tire ses conclusions et prend ses dispositions dans la construction du monde de demain.

Les JO et la dégénérescence morale de la classe politique française

Sans avoir à citer l'intégralité des dérives immorales de la quasi-totalité des représentants de l'actuelle classe politique française, arrêtons-nous sur un échantillon tout à fait représentatif de ce dernier, qui est madame Anne Hidalgo, la mairesse de la ville de Paris.

En surfant sur la vague de la propagande étatique russophobe, afin de gagner des points politiques auprès de la masse électorale formatée et endoctrinée par des mass-médias, c'est déjà début avril 2024 que cette dame a fait connaitre sa position russophobe vis-à-vis des futurs JO : *« Je veux dire aux athlètes russes et biélorusses qu'ils ne sont pas les bienvenus à Paris ».*

Enfin, il se peut que je me trompe sur les penchants russophobes de la mairesse Anne Hidalgo et qu'elle ne produit ce type d'immondes déclarations que juste pour détourner l'attention des habitants des graves problèmes de la ville, que cette dame, aussi étonnant que cela puisse paraitre, est sensée administrer.

En ne parlant que des soucis municipaux les plus inoffensifs et en ne mentionnant même pas la célèbre invasion des punaises dans les lits des Parisiens, il ne serait pas de refus que quelqu'un de l'entourage politique de cette personne lui rappelle que, notamment, la population des rats-porteurs de maladies contagieuses au sein de sa commune est aujourd'hui largement supérieure au nombre même des habitants. Qu'on lui rappelle également qu'il est impossible de marcher sur ses trottoirs sans mettre les pieds, l'un après l'autre, dans les excréments des chiens qui, depuis longtemps, sont devenus l'une des attractions touristiques les plus remarquées de la ville de Paris.

Au lieu de jouer à la grande politicienne soucieuse de la victoire de la prétendue lumière face à l'obscurité, madame Hidalgo devrait plutôt s'occuper de son travail pour lequel elle perçoit un salaire tout à fait confortable payé par les contribuables : nettoyer les trottoirs des excréments.

Pour ma part, j'aimerais lui rappeler un autre fait la concernant. Madame Anne Hidalgo ou, plus exactement, Ana Maria Hidalgo Aleu, étant citoyenne du Royaume d'Espagne, connait très mal non seulement son histoire, mais l'histoire tout court.

Notamment, durant les Jeux Olympiques de Berlin qui se sont tenus en 1936, sous le IIIème Reich, même un personnage comme Adolf Hitler ne s'est jamais permis de prononcer un seul mot désobligeant ou discriminatoire vis-à-vis de ne serait-ce qu'un seul athlète d'un des pays-participants aux JO. Et ceci malgré sa détestation personnelle viscérale et sa considération d'un grand nombre d'entre eux en tant que sous-hommes et animaux à éliminer.

Pendant le déroulement des jeux, Adolf Hitler a même fait passer une circulaire de l'interdiction de l'affichage et de l'application de sa politique raciale (lois raciales de Nuremberg de septembre 1935) sous peine de poursuites pénales, afin de ne pas froisser la sensibilité des étrangers inhabitués aux « nouveautés » développées sous le Reich et de ne surtout pas provoquer le moindre incident international.

Il n'est également pas à négliger que le début des jeux olympiques de Berlin a eu lieu à la 3ème semaine de la guerre civile sanguinaire en Espagne - pays natal de la mairesse de Paris - dont l'Allemagne était déjà en train de prendre ses positions et dispositions en tant qu'ennemi de certains pays, dont les athlètes étaient présents aux JO à Berlin, mais qui n'ont à aucun moment aperçu la moindre hostilité de la part du pays-organisateur, même si ce dernier était une dictature sanguinaire nazie.

L'analyse comparative de la rhétorique du mois d'avril 2024 d'Ana Hidalgo, fière représentante et porte-parole de la classe politique française dans le cadre des JO de Paris, avec celle du mois d'août 1936 d'Adolf Hitler, le chancelier du IIIème Reich, ne peut que laisser perplexe, car son résultat est tout à fait en défaveur de l'actuelle occupante de l'hôtel de ville de Paris.

La politique des « deux poids, deux mesures »

En mettant de côté l'inacceptabilité des abus commis tant par le Comité international olympique (CIO) régi par des forces occidentales que par les représentants politiques du pays-organisateur qui est la France, une autre question se pose.

Comment cela se fait qu'en face de la répression sans précédent de l'équipe olympique russe pour des raisons plus que discutables - l'équipe olympique israélite, quant à elle, ne connait même pas le soupçon du début de problèmes similaires sur le sol du pays des fromages ?

C'est exactement le contraire qui arrive : de même que le congrès des Etats-Unis d'Amérique a applaudi récemment debout Benyamin Nétanyahou, le Premier ministre d'Israël, les hauts représentants du pouvoir actuellement installés en France ont mis un effort tout particulier, assumé et affiché non seulement dans la protection de l'équipe olympique hébreu - ce qui est tout à fait normal - mais en plus et, surtout, dans la négation du grand massacre de masse de la population civile de Gaza perpétré d'une manière assumée et préméditée par les forces armées de l'état hébreu.

Ni les nombreuses résolutions de l'ONU, ni les très graves accusations de génocide à l'encontre d'Israël, ni les initiatives de la Cour Pénale Internationale (CPI) tant chérie et applaudie par l'ensemble du monde Occidental, dont la France, au moment du lancement des poursuites contre le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine (voir mon analyse *« Le « tribunal pour l'Ukraine »* ou la chasse aux sorcières à l'occidental », démontrant juridiquement l'absurdité et la totale illégalité de l'initiative de la CPI à l'encontre de V. Poutine) – aucun de ces éléments n'a créé la moindre réflexion dans le camp irresponsable de la Macronie qui pourrait mener à la modération du zèle dans le positionnement de la France en tant qu'ennemi du peuple de Gaza et, par la même occasion, de l'ensemble du monde arabo-musulman.

L'idée de l'interdiction par le ministère de l'Intérieur de l'affichage du drapeau palestinien lors du passage de la flamme olympique (à Vitry-sur-Seine) était certainement considérée comme très lumineuse. Le fait que la Palestine soit représentée en tant qu'Etat par son équipe sportive aux Jeux olympiques de Paris 2024 n'a guère effleuré les esprits des auteurs irresponsables de cette gravissime discrimination du people-victime de massacre à des proportions industrielles.

De leur côté, les athlètes Russes se sont vu être privés non seulement de leur droit absolu du port du drapeau national et de la participation dans l'ouverture des JO de Paris - ce qui est une totale aberration politique - mais même de l'assistance par leur propre ambassade, en cas de besoin, via le refus officiel de la délivrance de l'accès aux espaces des jeux à des représentants du corps diplomatique russe en France, ce qui est une procédure normale, pratiquement obligatoire durant la tenue de chaque JO dans le monde. Une mesure de grande discrimination jamais vue dans les 128 ans d'existence des Jeux Olympiques contemporains a été mise en place par les autorités irresponsables du pays d'accueil des JO sans la moindre réflexion derrière sur la gravité de la violation des règles régissant la diplomatie internationale.

De même, à l'opposé des excès du zèle protecteur vis-à-vis de l'équipe sportive juive, il n'est plus guère étonnant que les autorités françaises « responsables » n'ont pas mis en place même les moindres traces du soupçon des mesures de protection appropriées à des athlètes russes contre d'éventuelles agressions de la part d'extrémistes ultranationalistes ukrainiens, dont la France regorge aujourd'hui au même titre que le reste de l'UE.

Cela étant, en notant le haut degré de l'irresponsabilité politique et morale des autorités françaises dans le cadre de l'organisation des JO, il est, néanmoins, à souligner que les membres de l'équipe olympique israélite ne doivent, en aucun cas, être stigmatisés et jugés responsables des actions criminelles menées par le chef de l'état et le gouvernement du pays, dont ils sont originaires. Le domaine des responsabilités des athlètes aux JO ne peut être autre que celui du sport.

Selon mon avis personnel subjectif, les principes fondamentaux des Jeux Olympique exprimés par Pierre de

suite à la page(16)

Cuba : les jours de Moncada





Ancienne Caserne Moncada aujourd'hui Cité Scolaire 26 Juillet

Par Rosa María Fernández

L'assaut contre la caserne Guillermón Moncada, la deuxième forteresse la plus importante de la dictature de Fulgencio Batista à Cuba, a eu lieu en profitant de l'agitation du carnaval de 1953.

« C'est Santiago de Cuba ! / Ne soyez surpris de rien ! » Le grand poète Manuel Navarro Luna a défini en vers l'esprit de la ville légendaire que l'histoire a couronnée le 26 juillet 1953.

C'est cette capitale la plus orientale qui, avant d'être baptisée « Santiago », vers le XIXe siècle, s'appelait Cuba. Là, où les Cubains pendant les guerres d'indépendance habillaient le saint patron en mambí, malgré son origine espagnole ; où la Caridad del Cobre, la Vierge Mambisa, a son autel dans l'église où a été baptisé le Titan de bronze : Antonio Maceo y Grajales.

Il s'agit de raconter la légende des garçons qui ont changé l'histoire nationale, un matin de carnaval à Santiago de Cuba. Tout comme ils l'ont fait auparavant dans les fêtes populaires de Cuba, masquant les messages et les actions des insurgés contre la métropole espagnole.

Précisément, l'assaut contre la caserne Guillermón Moncada, la deuxième forteresse en importance militaire de la dictature de Fulgencio Batista - arrivé au pouvoir après le coup d'État du 10 mars 1952 (jusqu'en 1959), fermant toutes les possibilités légales d'accès au pouvoir de les forces progressistes - cela se produit en profitant de l'agitation et du mouvement du carnaval de 1953. Avec cette action, comme l'a exprimé Fidel Castro, la « génération centenaire » de la naissance de José Martí, mettrait en marche le petit moteur, qui démarrait le grand moteur de la révolution cubaine.

Dans la déclaration d'autodéfense du jeune Fidel, connue sous le titre *« L'Histoire m'absoudra »*, il explique à quel point Martí était présent dans ce qui s'est passé le 26 juillet : « *Il semblait que l'Apôtre allait mourir l'année de son centenaire, que sa mémoire allait s'éteindre à jamais, tel était l'affront ! Mais il vit, il n'est pas mort, son peuple est rebelle, son peuple est digne, son peuple est fidèle à sa mémoire ; Il y a des Cubains qui sont tombés en défendant leurs doctrines, il y a des jeunes qui, en réparation magnifique, sont venus mourir près de sa tombe, pour lui donner leur sang et leur vie pour qu'il puisse continuer à vivre dans l'âme du pays. « Cuba, que deviendrais-tu si tu avais laissé mourir ton Apôtre ! »*

Surprenez le ciel

Avant l'événement marquant, à seulement 27 ans, le leader Fidel – qui déclencha désormais l'une des révolutions les plus profondes de l'histoire – avait prévenu ses compagnons : *« Ils pourraient gagner en quelques heures ou être vaincus… en tout cas, écoutez bien ! !… le Mouvement triomphera. Si nous gagnons demain, ce à quoi Martí aspirait, sera réalisé plus tôt. Si le contraire devait se produire, ce geste servirait d'exemple au peuple cubain.»*

Si Karl Marx a dit des communards de Paris qu'ils ont tenté de prendre le ciel par surprise, de l'attaque de Moncada par plusieurs dizaines de jeunes armés de fusils à chasse d'oiseaux, quelqu'un devrait dire qu'ils ont tenté de prendre le ciel par surprise, il a ensuite a déclaré qu'étant un jeune homme de 22 ans, il a été l'un de ceux qui ont lancé la saisie de la caserne, du tribunal et de l'hôpital civil. Il a ensuite atteint le grade de général d'armée pendant la Révolution triomphante, Raúl Castro Ruz.

Fidel et Abel Santamaría (deuxième chef du mouvement révolutionnaire) ont indiqué avec précision les tâches hautement secrètes. Jusqu'à ce moment-là, la majorité des personnes rassemblées ne savaient pas quelle serait l'action à entreprendre.

L'heure décisive était arrivée et chacun avait la possibilité de renoncer à participer à une attaque aussi risquée. Dans la mémoire collective, avant de quitter Granjita Siboney, ressortent les vers du poète de la génération centenaire, Raúl Gómez García : *« Pour notre honneur d'homme, nous sommes déjà au combat »*.

Les 135 combattants qui sont partis de là, menés par Fidel et Abel, ont été renforcés par ses paroles : *« Il est nécessaire que nous allions tous… La liberté ou la mort »*. Certains assaillants n'arrivent pas car ils se perdent dans une ville inconnue. La garde cosaque brise le facteur de surprise. Ramiro (Valdés) entre par le poste 3 avec ceux de la première voiture, réduit trois soldats, quand sort une balle qui lui transperce le pied, il continuera avec lui jusqu'à la Sierra Maestra ; Raúl prend le commandement des actions à la Cour, alors qu'elles semblaient déjà perdues ; mais l'assaut échoue et Fidel ordonne la retraite.

Puis viendra le bain de sang, la vengeance. Maîtrisez le crime et les abus à l'hôpital. Sous la tyrannie, la torture prévalait, expression maximale de la répression institutionnalisée pour instaurer le terrorisme d'État.

Sur ordre de Fidel, Abel, 25 ans, a procédé à la saisie de l'hôpital civil Saturnino Lora, adjacent à la «Moncada», avec 19 autres hommes (plus le Dr Mario Muñoz, Haydee et Melba Hernández). L'idée était d'éviter de plus grands dangers, de sorte que si Fidel tombait au combat, Abel le remplacerait à la tête du mouvement. Abel a été fait prisonnier après avoir accompli avec succès sa mission, en passant à l'hôpital et, lorsque la capture de la caserne Moncada a échoué en raison de l'échec du facteur de surprise, Abel a été sauvagement torturé par les sbires de Batista.

« Ils lui ont arraché l'œil. Il est resté silencieux. Et ils ont enlevé l'autre. Ils ont montré les restes saignants à leur sœur Haydee. L'âme déchirée, elle aussi est restée silencieuse », décrit l'écrivain Graziella Pogolotti. Toute la terreur avant l'assassinat d'Abel, le 26 juillet 1953. Devant l'actualité, la résistance sereine des femmes se dresse.

Fidel a été capturé par un militaire honorable. Lorsqu'il a avoué discrètement au lieutenant Pedro Sarría qu'il n'était pas vraiment Francisco González Calderín – comme il s'était identifié précédemment – mais plutôt le chef de l'action armée, ce soldat expérimenté a réussi à lui donner à juste titre un conseil qui, en fin de compte, sera son salut. : —Ne le dis à personne.

Sarría n'a pas quitté Fidel une minute : il l'a conduit dans la cabine du véhicule ; Il refuse de le remettre au commandant Pérez Chaumont, à qui il dit : – *« Le prisonnier est à moi »*. Il ne l'a pas apporté non plus à Moncada, mais au Vivac.

La photographie mythique de Fidel sous l'image de Martí, l'auteur intellectuel de l'assaut, se trouvait précisément au Vivac, où il a été interrogé par Alberto del Río Chaviano, connu comme le Chacal de l'Est, qui a également menacé les journalistes, a ordonné les photographes vidaient leurs sacs de travail sur la table et laissaient les films qu'ils venaient de jeter. Ils ne pouvaient prendre aucun film photographique, fut leur ordre, essayant de faire en sorte que le massacre qu'ils avaient commis soit connu. Certains professionnels courageux ont fait fi de ce mandat.

Témoin d'exception

La photo accusatrice de Tasende, blessé à la jambe, était l'une des preuves irréfutables des crimes commis contre les personnes arrêtées après Moncada. José Luis Tasende a été abattu le matin du 26 juillet 1953.

Le manzanillero de Manzanillo, âgé de 28 ans, n'a pas assisté à son travail le 24 dans le réfrigérateur de la beurrerie « Nela » de La Havane. Il a dit au revoir à ses proches et est parti sous les ordres des engagés qui voyageaient le long du chemin de fer.

Le train central a quitté La Havane pour Santiago le vendredi 24 juillet à 17h30. Par sécurité, des mesures d'isolement ont été indiquées entre eux. Rosendo Menéndez, originaire d'Artemisa, était le seul à ne faire aucun effort, car il ne connaissait que Tasende, membre du Comité militaire de direction du Mouvement, responsable du contingent de 18 hommes qui utilisaient ce transport. .

Raúl Castro, assis à côté de Tasende, regarde le billet et sait alors où ils vont. «La Moncada?» Tasende répond « Oui », comme sans y accorder beaucoup d'importance.

Précisément, Raúl raconte depuis la Prison Modèle en 1954 : *« Dans le wagon-restaurant, où les membres du groupe allaient déjeuner individuellement, comme si nous ne nous connaissions pas, à l'exception de Tasende et moi qui sommes arrivés ensemble pour prendre le train et donc nous sommes également allés manger quelque chose ensemble, là il m'a informé de l'objectif… mon estomac était paralysé et mon appétit avait disparu, je connaissais l'ampleur et la force de cet objectif pour avoir étudié à Santiago de Cuba pendant plusieurs années ; Tasende, en riant, m'a dit : mange du Raulillo, tu n'auras pas le temps demain. »*

A Santiago de Cuba, pour se loger, ils se rendent à l'hôtel Perla de Cuba, en face de la gare elle-même. Vers sept heures du soir le samedi 25, un succulent riz au poulet que le diligent Abel Santamaría leur avait réservé, leur fait plaisir au restaurant. *« « Pour que les choses paraissent plus normales, Tasende laissait parfois tomber quelques pièces sur le tourne-disque, des morceaux que nous n'entendions pas parce qu'il y en avait trop que d'autres avaient sélectionnés à l'avance, et dès que le repas était terminé, nous allions dans nos chambres pour attendre qu'on vienne les chercher »*, a ajouté Raúl, qui regardait par les fenêtres les célébrations du carnaval qui, à Santiago, ont tendance à être très bruyantes, typiques de la ville.

Tasende était dans la voiture d'avant-garde. Ils lui avaient demandé, habillé en soldat de la tyrannie, d'enlever les chaînes et de laisser passer la caravane conduite par Fidel par la Poste 3.

Il faisait partie des rares pillards qui réussirent à pénétrer dans la forteresse pendant ces minutes frénétiques. Bien que le plan ait échoué prématurément, sous une pluie de plomb, le jeune José Luis s'est battu jusqu'à ce que le feu lui consume la jambe et l'imprègne de sang jusqu'à la cheville. Certains disent une rafale ; d'autres, qui éclatent d'une grenade. Un compagnon l'allongea sur un lit dans la cabine d'entrée, tandis que Tasende leur faisait signe de continuer, et ils lui faisaient confiance. Ils connaissaient son intégrité, il les suivrait sûrement.

Il est resté seul au milieu de la confusion et a réussi à rejoindre la rue ; C'est alors que le soldat de l'armée de Batista, Mónico García, l'a confondu et l'a emmené « à cheval » sur la Carretera Central et Trinidad. Il l'emmène dans un bus depuis La Oriental et le dépose, à six heures du matin, à l'hôpital d'urgence suivant.

Le Dr Aníbal Martínez Jústiz était le médecin suppléant de garde. Il avait passé toute la nuit à soigner des blessés ivres lors des combats du carnaval, lorsqu'on lui amena le sergent ensanglanté dans un état clinique grave.

Le médecin a décrit des années plus tard le courage du jeune Tasende, qui a enduré sans se plaindre la douleur intense du choc neurogène. Ils lui ont donné un analgésique, ont suturé la plaie et lui ont mis un pansement en attendant la salle d'opération. Un membre présentant une fracture et des lésions vasculaires a dû être amputé lorsqu'un groupe de soldats est entré aux urgences et qu'un autre soldat a été abattu. Ils l'ont identifié comme faisant partie du groupe rebelle grâce à ses chaussures basses, sa ceinture civile et ses rayures brodées à la main, qu'ils ont arrachées d'un seul coup. Sous la menace d'une arme, il a été transporté à l'hôpital militaire. Il a ensuite été emmené pour interrogatoire au régiment.

Zenén Carabia Carey, lieutenant de l'armée chargé du département photographique du régiment, a été appelé par le colonel Chaviano pour photographier les blessés militaires. Le 26 juillet, il parcourt la caserne à la recherche de traces de combats. « Dans un des couloirs de l'hôpital, vers l'aile droite qui aboutissait à une chambre de malade, j'ai trouvé un homme blessé à la jambe, il était comme gêné, assis par terre, et portant un costume militaire et des galons de sergent. […] J'ai immédiatement pris une photo.

Carabia a également vendu quelques exemplaires au photojournaliste Panchito Cano, un photojournaliste qui photographiait les troupes du magazine Trocha pour Bohemia, accompagné de Marta Rojas, alors étudiante à l'école de journalisme Manuel Márquez Sterling. Ils ont tous deux entendu, à cinq heures et quart du matin, une forte fusillade venant de la caserne Moncada.

L'instinct les conduisit là où régnait la confusion. Vers six heures de l'après-midi, le chef de la caserne, le colonel Alberto del Río Chaviano, a montré à plusieurs journalistes et photographes les zones de combat, où se trouvaient plus de 40 corps, mais aucun blessé ni prisonnier.

La photo de Carabia transcendée comme preuve du martyre face au combattant révolutionnaire viril. Les médecins légalistes, au sommet de leur éthique et de leur courage, dirigés par le Dr Prieto Aragón, ont confirmé les 61 décès comme le sacrifice de cette génération. L'opinion de José Luis Tasende s'exprime clairement, après avoir décrit les blessures : « Il semble qu'il s'agisse d'une personne blessée qui a ensuite été assassinée. La cause directe du décès étant une hémorragie intracrânienne et thoracique et la cause indirecte des blessures causées par des projectiles d'armes à feu.

Dans l'enceinte de la caserne Moncada à Santiago de Cuba, six camarades sont tombés au combat ; 55 ont été brutalement torturés et tués. Les assaillants de la caserne Bayamo ont subi un sort similaire.

La caserne Moncada

Devant le tribunal qui a jugé Fidel, il a dénoncé : *« Il ne s'est pas suicidé pendant une minute, une heure ou une journée entière, mais au contraire, pendant une semaine entière, les coups, les tortures, les projections du toit et les tirs ont causé ne s'arrêtent pas un seul instant comme des instruments d'extermination, manipulés par de parfaits artisans du crime. La caserne Moncada est devenue un atelier de torture et de mort, et des hommes indignes ont transformé l'uniforme militaire en tabliers de boucher. »*

Pour cette action, 158 compagnons ont été mobilisés ; 111 (70,2 %) ont été des victimes : 61 (38,6 %) ont perdu la vie et 50 (31,6 %) ont été arrêtés ; Parmi ces derniers, 32 ont été condamnés à diverses peines de prison.

Si aux 111 victimes, on ajoute les 17 qui ont dû quitter le pays en raison des persécutions auxquelles ils ont été soumis, les pertes du contingent s'élèvent à 81,0%. Quant au groupe de dix dirigeants, 90% étaient faibles : cinq, moitié, tombés et quatre, prisonniers ; Un seul a réussi à s'échapper et à s'exiler, a déclaré Mario Mencía Cobas, éminent historien et journaliste.

Dès les premiers jours de prison, Fidel a commencé à entretenir des idées pour restructurer l'organisation révolutionnaire, basée sur la capacité de réagir à l'adversité qui l'a caractérisé. *« Il y a ce moment où tout peut être beau et héroïque (…). Et à ce moment-là, on peut tout risquer pour préserver ce qui compte vraiment, c'est-à-dire la passion qui nous a amenés à Moncada, et qui a ses noms, qui a son regard, qui a ses mains accueillantes et fortes, qui a sa vérité dans les mots. et qu'il peut s'appeler Abel, Renato, Boris, Mario ou avoir n'importe quel autre nom, mais toujours à ce moment-là et dans ceux qui suivront, il peut*

suite à la page(16)

La Chine réussit à convaincre les factions palestiniennes de signer une « déclaration historique » de réconciliation



Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, assiste à la cérémonie de clôture d'un dialogue de réconciliation entre les factions palestiniennes et assiste à la signature d'une déclaration sur la fin de la division et le renforcement de l'unité par 14 factions palestiniennes, à Beijing, capitale de la Chine, le 23 juillet 2024. Photo : VCG

Par Yang Sheng

La Chine a apporté une nouvelle contribution importante à la paix et à la stabilité d'un monde en proie à des turbulences. En effet, 14 factions palestiniennes, dont le Fatah et le Hamas, avec le soutien clé de la Chine, sont parvenues à une déclaration historique en faveur de la réconciliation nationale à Pékin mardi. Selon les experts, il s'agit d'une des étapes clés qui permettront au peuple palestinien d'atteindre son objectif de création d'un État et de concrétiser la paix établie de longue date entre la Palestine et Israël.

Le même jour, le ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a également entamé sa visite en Chine. À l'heure actuelle, les deux problèmes et conflits les plus graves dans le monde – le conflit de Gaza et la crise ukrainienne – ne cessent d'ensanglanter les populations locales et de compromettre l'instauration d'une paix et d'un redressement à l'échelle mondiale. Selon certains observateurs, il semble que la Chine soit en train de devenir un point chaud pour les différents pays qui souffrent du chaos et des guerres dans le monde et qui cherchent des solutions pacifiques.

Les événements récents et à venir sur la question palestinienne et la crise ukrainienne prouvent que la Chine, qui a toujours défendu sa position en faveur de la paix, ne se contente pas de belles paroles, mais prend des mesures concrètes pour contribuer à des règlements politiques, même si les États-Unis et les alliances militaires dirigées par les États-Unis, comme l'OTAN, continuent d'ajouter des incertitudes et des obstacles. La Chine poursuivra ses efforts pour que les processus de paix dans les différentes régions du monde puissent aboutir, ont déclaré les analystes.

Déclaration historique pour la Palestine

À l'invitation de la partie chinoise, des représentants de haut niveau de 14 factions palestiniennes ont tenu un dialogue de réconciliation à Pékin de dimanche à mardi, et les factions palestiniennes ont signé la déclaration de Pékin sur la fin de la division et le renforcement de l'unité, a rapporté l'agence de presse Xinhua.

C'est la première fois que 14 factions palestiniennes se réunissent à Pékin pour un dialogue de réconciliation, apportant un espoir précieux au peuple palestinien qui souffre.

Le principal résultat du dialogue de réconciliation entre les factions palestiniennes qui s'est tenu à Pékin est de préciser que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est le seul représentant légitime de l'ensemble du peuple palestinien, a déclaré mardi le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi.

Wang, qui est également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a fait ces remarques lors de la cérémonie de clôture du dialogue de réconciliation entre les factions palestiniennes. Il a également assisté à la signature de la déclaration sur la fin de la division et le renforcement de l'unité par 14 factions palestiniennes.

Wang a souligné que ce n'est que lorsque les factions palestiniennes parlent d'une seule voix que la voix de la justice peut être forte et claire, et que ce n'est que lorsqu'elles se donnent la main et avancent côte à côte qu'elles peuvent réussir dans leur cause de libération nationale.

Ma Xiaolin, doyen de l'Institut d'études sur le bassin méditerranéen de l'Université d'études internationales de Zhejiang, a déclaré mardi au Global Times que cette déclaration était absolument historique, significative et sans précédent.

Premièrement, dans le passé, le dialogue de réconciliation organisé par les principales puissances régionales au Moyen-Orient ne concernait que le Fatah et le Hamas, mais cette fois-ci, la Chine a réuni des représentants de 14 factions, ce qui signifie que la déclaration est la plus inclusive et la plus légitime, et qu'elle est acceptable pour toutes les principales factions politiques de la Palestine.

« Deuxièmement, le processus de réconciliation de la Palestine n'est plus seulement une affaire régionale, mais une question qui concerne la paix internationale sous la surveillance de la communauté internationale. Par conséquent, la déclaration n'est pas un simple document, mais une feuille de route réalisable avec le soutien et la supervision de la communauté internationale, non seulement des principaux pays de la région, mais aussi des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré M. Ma.

Troisièmement, le fait de préciser que l'OLP est le seul représentant légitime de l'ensemble du peuple palestinien signifie que toutes les autres factions, y compris le Hamas et le Mouvement du Jihad islamique en Palestine, doivent rejoindre l'OLP ou se réunifier avec elle, afin que la Palestine puisse organiser de nouvelles élections et traiter avec le monde extérieur en tant que pays unifié, ce qui est important pour l'avenir de la question israélo-palestinienne, a fait remarquer M. Ma.

Selon le ministère chinois des affaires étrangères, des envoyés diplomatiques en Chine ou leurs représentants d'Égypte, d'Algérie, d'Arabie saoudite, du Qatar, de Jordanie, de Syrie, du Liban, de Russie et de Turquie, ainsi que des représentants des 14 principales factions palestiniennes ont assisté à la cérémonie de clôture.

Le chemin de la paix

Wang a déclaré lors de la cérémonie de clôture que « pour aider à sortir du conflit et de la situation difficile actuels, la Chine propose une initiative en trois étapes : La première étape consiste à parvenir à un cessez-le-feu global, durable et viable dans la bande de Gaza dès que possible, et à garantir l'accès à l'aide humanitaire et aux secours sur le terrain ».

La deuxième étape consiste à déployer des efforts conjoints pour assurer la gouvernance de Gaza après le conflit, selon le principe « les Palestiniens gouvernent la Palestine ». Gaza est une partie inséparable et intégrante de la Palestine ».« La troisième étape consiste à aider la Palestine à devenir un État membre à part entière des Nations unies et à mettre en œuvre la solution des deux États », a déclaré le ministre chinois des affaires étrangères.Liu Zhongmin, professeur à l'Institut d'études du Moyen-Orient de l'Université d'études internationales de Shanghai, a déclaré au Global Times mardi que la déclaration de Pékin apportait l'espoir d'une paix à Gaza. Depuis le début du conflit à Gaza, le 7 octobre 2023, la population a subi de nombreuses pertes et la communauté internationale a été limitée dans son aide pour mettre fin à la catastrophe. La réconciliation au sein de la Palestine peut désormais jeter les bases de négociations de paix efficaces entre la Palestine et Israël.

Ma a ajouté qu'il était temps pour Israël et les États-Unis de réfléchir à la manière de traiter la Palestine dans son ensemble, plutôt que de traiter séparément les différentes factions palestiniennes.

Les États-Unis sont en proie à des troubles intérieurs après le retrait du président américain Joe Biden de la course à la présidence et l'assassinat manqué du candidat républicain à la présidence Donald Trump.

La communauté internationale, y compris les rivaux, les concurrents et les alliés des États-Unis, sont tous très préoccupés par un changement potentiel de la stratégie étrangère américaine, et malheureusement, les États-Unis essaient toujours de créer des confrontations en bloc dans le monde entier, en particulier dans la région Asie-Pacifique, ont déclaré les experts.

Outre les espoirs de paix pour la Palestine, les observateurs s'attendent à ce que la visite du haut diplomate ukrainien Kuleba en Chine débouche sur de nouvelles avancées qui pourraient contribuer à apporter une solution pacifique à la crise ukrainienne, de la même manière que les représentants des 14 factions palestiniennes sont parvenus à leurs fins à Pékin mardi. Ils ont également rappelé que la Chine avait déjà réussi à rétablir les liens diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, et sont convaincus que la Chine continuera à jouer un rôle important dans le rétablissement de la paix et de la stabilité dans un monde en proie à des turbulences.



De gauche à droite : Mahmoud al-Aloul, vice-président du Comité central du Fatah, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et Mousa Abu Marzouk, membre éminent du Hamas, à la maison d'hôtes d'État Diaoyutai, à Pékin, mardi. Photo de la maison d'hôtes d'État Diaoyutai à Pékin

The Global Times 23 Juillet 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 26 Juillet 2024

Un tiers des pays du monde est soumis aux sanctions américaines



De gauche à droite Georges W. Bush, Barrack Obama, Donald Trump et Joe Biden (Photo Credit: CNN)

« La nouvelle mentalité, presque un réflexe bizarre, à Washington, veut que si quelque chose de grave se produit, peu importe où dans le monde, les États-Unis sanctionnent. Et cela n'a aucun sens »

Quatre gouvernements américains consécutifs ont progressivement accru leur dépendance à l'égard du dollar américain en tant qu'arme de guerre, obligeant les nations du monde entier à créer des systèmes financiers alternatifs et à poursuivre la dédollarisation.

Le gouvernement américain impose actuellement des sanctions à un tiers des nations de la planète, affectant de manière disproportionnée les pays à faible revenu (60% d'entre eux font l'objet d'une sanction américaine sous une forme ou une autre), selon une analyse de la politique de guerre économique menée de longue date par la Maison-Blanche, réalisée par le Washington Post.

Cette tendance s'est accentuée au cours des quatre derniers gouvernements américains pour atteindre son paroxysme sous la présidence Biden, qui a imposé plus de 6000 sanctions en l'espace de deux ans seulement. *«C'est l'unique différence entre la diplomatie et la guerre et, en tant que telle, elle est devenue l'outil de politique étrangère le plus important de l'arsenal américain», a déclaré Bill Reinsch, ancien fonctionnaire du ministère du commerce, au journal américain. «Et pourtant, personne au sein du gouvernement n'est sûr que cette stratégie fonctionne».*

La dépendance excessive de Washington à l'égard du dollar américain en tant qu'arme de guerre a pris un tournant décisif à la suite des attentats du 11 septembre à New York. Jusqu'alors, les sanctions économiques visaient principalement les «États voyous» comme Cuba et la Libye, afin de les empêcher de participer au système financier mondial et de favoriser les changements de régime.

Toutefois, à partir de 2001, les sanctions ont été appliquées plus librement par les présidents américains successifs pour isoler des nations du monde entier, en particulier en déplaçant leur stratégie vers l'Asie de l'Ouest et plus à l'Est.

La montée en flèche des sanctions économiques américaines dans le monde s'est accompagnée de la croissance d'une industrie parallèle de lobbying et d'influence de plusieurs milliards de dollars dans laquelle les gouvernements étrangers et les sociétés transnationales *«dépensent des sommes exorbitantes pour orienter le système».*

«Le Congrès est entré dans la danse, inondant le département d'État et la Maison-Blanche de demandes de sanctions qui, dans certains cas, semblaient destinées à éliminer la concurrence étrangère des industries de l'État d'origine», détaille le rapport, ajoutant que, lors d'une fête de fin d'année en 2011, Adam Szubin, alors directeur de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), a entonné une chanson intitulée «Everything Little Thing We Do Is Sanctions» (Chaque petite chose que nous faisons est une sanction).

«Les sanctions intelligentes étaient censées être un véritable buffet offrant la possibilité d'adapter la sanction imposée à l'infraction et à la vulnérabilité du pays», a déclaré George Lopez, spécialiste des sanctions à l'université de Notre Dame, au Washington Post.

Au lieu de cela, les décideurs politiques sont allés au buffet et se sont dit : *«Je vais tout empiler dans mon assiette».*

Cette approche adoptée par une série de fonctionnaires de la Maison-Blanche fait fi de l'effet dévastateur des politiques de coercition économique sur les populations civiles, car d'innombrables études ont montré que les sanctions provoquent d'immenses souffrances, voire la mort de centaines de milliers de personnes.

La vérité dérangeante est que ces sanctions affectent indirectement la santé des populations avec des conséquences généralement dévastatrices… Peu de temps après l'imposition de sanctions économiques à un pays, de nombreux traitements médicaux vitaux deviennent indisponibles. Même la production de certains médicaments fabriqués dans un pays est diminuée, voire arrêtée, en raison d'une pénurie de composants de base ou de pièces de rechange pour les machines, a écrit le chercheur iranien Farrokh Habibzadeh dans une lettre publiée par The Lancet en 2018.

«La carence de pièces détachées affecte non seulement les appareillages médicaux, mais aussi d'autres infrastructures indispensables telles que les générateurs électriques. Les coupures de courant fréquentes entraînent de graves problèmes (perte de vaccins, de médicaments, de ventilateurs, de moniteurs, etc.) Des centaines de milliers de personnes meurent en silence. Ce meurtre de masse silencieux dans une partie du monde plongée dans la tourmente est à peine remarqué, voire négligé», ajoute Habibzadeh.

«La nouvelle mentalité, presque un réflexe bizarre, à Washington, veut que si quelque chose de grave se produit, peu importe où dans le monde, les États-Unis sanctionnent. Et cela n'a aucun sens», a déclaré au Washington Post Ben Rhodes, ancien conseiller adjoint à la Sécurité nationale dans le gouvernement Obama.

«Nous ne pensons pas aux dommages collatéraux des sanctions de la même manière que nous pensons aux dommages collatéraux de la guerre», a ajouté Rhodes. Selon le rapport, des fonctionnaires du département du Trésor américain ont rédigé une proposition interne en 2021 pour le gouvernement Biden nouvellement élu afin de restructurer le système de sanctions dans ce qui aurait pu être «la révision la plus substantielle de la politique de sanctions depuis des décennies».

Cependant, la Maison-Blanche a refusé de mettre en œuvre la plupart des modifications, préférant maintenir des milliers de sanctions contre des centaines de pays et continuer d'en imposer davantage. «*Lorsque le Trésor a rendu publique sa «Revue des sanctions 2021»* en octobre de cette année-là, le projet de 40 pages avait été ramené à huit, et contenait les recommandations les plus édulcorées du document précédent», auraient déclaré des personnes au fait de la proposition interne.

Des discussions similaires sur la refonte des politiques de coercition économique de Washington ont échoué en 2022 après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. *«Jusqu'à récemment, les décideurs politiques occidentaux ont maintenu une croyance dogmatique dans l'efficacité des sanctions bien qu'elles n'aient clairement pas atteint les résultats escomptés dans la plupart des pays… Mais, comme Saint Augustin, qui déconseillait d'essayer de comprendre le fonctionnement des cieux, les décideurs politiques engagés dans la politique de sanctions ont estimé qu'il n'était pas nécessaire de sonder la nature des choses»*, a écrit Esfandyar Batmanghelidj, PDG de la Bourse & Bazaar Foundation, pour Responsible Statecrafte au début de l'année.

Le recours permanent aux sanctions par les États-Unis a poussé de nombreux pays à travers le monde à envisager la dédollarisation du commerce bilatéral, les blocs économiques alternatifs tels que les BRICS, le Mercosur et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) suscitant logiquement un regain d'intérêt.

The Cradle via Spirit of Free Speech 27 Juillet 2024

Côte d'Ivoire : les citoyens refusent la présence d'une base militaire dans leur pays



Certains Ivoiriens sont mécontents de ladite installation d'une base américaine sur leur sol

Par Afrique Média

Depuis le deuxième trimestre de cette année, les autorités des États-Unis ont montré les velléités d'installer une base militaire en Côte d'Ivoire. Cette situation fait suite à la fermeture des deux bases militaires américaines au Niger actée par le président de la transition nigérienne, Abdourahamane Tchiani. La nouvelle de l'installation de bases militaires du Pentagone au pays des éléphants d'Afrique inquiète les pays de la région, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui forment aujourd'hui l'Alliance des États du Sahel (AES). Au niveau de la Côte d'Ivoire, pour comprendre l'opinion nationale, un micro-trottoir a été organisé ainsi les Ivoiriens se sont exprimés à ce sujet.

Le professeur d'Anglais, Pondo Kouamé Franck Olivier, lors de sa prise de parole s'est inquiété de l'avenir de la Côte d'Ivoire, «*Je pense que nous avons notre propre armée ici, cette nouvelle armée américaine qui viendra s'installer suscite autant de questions. Quel est l'objectif principal et pourquoi maintenant. En tant que citoyens, nous avons le devoir de savoir le but de cette coopération. La décision des autorités peut avoir une conséquence particulière dans notre pays. Nous voulons savoir exactement de quoi il s'agit»*, a clamé le professeur.

Il sied de rappeler que la Côte d'Ivoire est un pays stable aucune menace terroriste ne pèse sur le pays. Selon certains responsables militaires, une base militaire se justifie par rapport aux contextes géopolitiques et sécuritaires du pays hôte. Certains Ivoiriens sont mécontents de ladite installation d'une base américaine sur leur sol, comme M. Kiassi qui n'a pas tardé de faire passer un message clair : *«Personnellement je suis contre ce fait là, je pense que nous sommes un État indépendant et souverain. Je dirai que ce n'est pas normal que d'autres pays surtout occidentaux viennent s'installer militairement chez nous parce que nous n'avons pas de bases chez eux. Il doit au moins avoir du respect de ce côté-là. Les bases américaines vont entraver notre liberté politique. Il faut que nos gouvernements sachent prendre leurs responsabilités pour lutter contre le terrorisme. Les étrangers peuvent nous accompagner, mais ils ne doivent pas venir pour s'installer. Nous savons bien que quand ils mettent leurs pieds dans un pays, derrière se cachent beaucoup de choses.*

Avec ce que nous avons connu dans le passé, nous ne voulons plus de bases». Bien que les autorités locales de la Côte d'Ivoire n'ont pas encore officialisé cette information concernant l'installation d'une base militaire du Pentagone, le journal français avait indiqué dans un article publié le 9 juillet 2024 que c'est la ville d'Odienné, dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, qui a été choisie pour loger le contingent des forces armées américaines venues du Niger. Interrogé par Jeune Afrique sur cette affaire qui continue de faire grand bruit, Téné Birahima, ministre ivoirien de la Défense, n'a ni infirmé, ni confirmé. Il déclare plutôt ne pas être «au courant des négociations en cours sur cette affaire».

Malgré les récentes inquiétudes des autorités du Niger sur la présence des militaires françaises au Benin accusées de force de nuisance pour la dégradation de la situation sécuritaire du Niger, le gouvernement ivoirien semble ignorer les sollicitations des pays voisins comme le Burkina Faso et le Mali qui ne veulent pas voir les Occidentaux à leurs frontières.

PressTv 27 Juillet 2024

Suite de la page (3)

lieu en Haïti, le candidat américain Marc Bazin a été rejeté par le peuple puisque les masses populaires votaient en foule leur candidat Jean-Bertrand Aristide. Le jour des élections, l'ancien président américain Jimmy Carter a suggéré à Aristide que ce serait mieux de désister, en un sens démissionner, passer la victoire à Bazin. Aristide qui en ce temps-là, était très lucide et croyait justement au peuple, a répondu à Carter: d'aller lui-même le dire au peuple cette histoire. Carter et son équipe n'avaient pas pris la chance par crainte de la réaction populaire. Mais avant même qu'Aristide prêtât serment, les impérialistes tentèrent un coup d'État avec les macoutes sous la direction de Roger Lafontant. Et sept mois plus tard, ils donnèrent le coup de grâce en orchestrant un coup d'État sanglant pour renverser le régime.

Lors des élections de 2000 en Haïti, le peuple haïtien a vécu un autre scénario de déstabilisation de l'impérialisme par ses agents locaux. Comme il ne pouvait pas empêcher le candidat du peuple, le même Aristide de participer aux élections, il a tenté de le boycotter mais n'a pas réussi à le faire.

Mais après les résultats du Conseil électoral provisoire, la classe politique pro-impérialiste cria d'une seule voix : que les élections étaient fausses tout en accompagnant leur mensonge d'une atmosphère de violence de haute portée. Par l'entremise de l'ambassade américaine en Haïti, de l'USAID, le parti démocrate par la filière de la National Endowment for Democracy (NED) et les Républicains avec l'Institut Républicain International (IRI) ont organisé différents groupes comme celui du Groupe 184 de Baker et d'Apaid, le Collectif Non de Magalie Comeau Denis et Lyonel Trouillot puis ils ont engagé certains enseignants de l'Université tels que Camille Charlmers, Josué Mérilien et tant d'autres pour détourner la jeunesse universitaire de sorte qu'elle rejoigne la bourgeoisie dans les rues pour demander le départ d'Aristide. Sans oublier l'accompagnement militaire de ce mouvement sous la direction de l'ancien commissaire de police Guy Philippe.

Lors des élections de 2010, le Conseil électoral provisoire a donné le résultat des élections, puis quelques minutes après, l'ambassade américaine dans un communiqué a déclaré que ce n'était pas le résultat qu'elle attendait.

C'est la secrétaire d'État américaine sous l'administration démocrate Barrack Obama/ Joe Biden, Hillary Clinton qui en personne est venue en Haïti dire que c'est le candidat Michel Martelly qui devrait aller au second tour avec la gagnante du premier tour Mme Mirlande Manigat... Depuis lors, Haïti est tombée dans le désarroi et cela ne fait qu'empirer jusqu'à nos jours!

Voilà pourquoi nous disons au gouvernement des Etats-Unis, Halte là ! Ce qu'ils ont fait à Haïti, ne doit pas se répéter au Venezuela. Ils veulent mettre le Venezuela dans le même état déplorable qu'Haïti en utilisant l'opposition de droite vénézuélienne avec maintenant leur marionnette Maria Corina Machado et son candidat Edmundo Gonzalez Urrutia à la présidentielle pour initier un énième coup d'état pour déstabiliser l'Etat vénézuélien de sorte qu'ils puissent piller leurs richesses et leurs ressources naturelles.

Ils ont essayé pendant une bonne période avec Juan Guaido, cela n'avait pas porté fruit. Maintenant, ils vont utiliser ces joutes électorales pour ouvrir la voie à une nouvelle opération de changement de régime. Une nouvelle tentative de destituer le président Nicolas Maduro par la force sous la base d'une prétendue illégitimité des résultats. Déjà les médias occidentaux ont commencé à diffuser un récit qui présente l'élection comme inévitablement frauduleuse.

A ce compte, le peuple-travailleur au Venezuela doit aller jusqu'au bout de sa lutte contre les puissances impérialistes. Le Venezuela ne doit pas être traité comme Haïti. Que le peuple vénézuélien reste ferme et fort pour défendre son pays et le président élu Nicolas Maduro jusqu'à la victoire finale.

Toute notre solidarité au peuple et au gouvernement de la révolution bolivarienne !



La patrie ne se négocie pas ! Que le peuple vénézuélien reste ferme et fort pour défendre son pays et le président élu Nicolas Maduro jusqu'à la victoire finale.

Suite de la page (13)

s'appeler Cuba (…) «Et il y a cet autre moment où ni l'un ni l'autre la torture, ni «L'humiliation ou les menaces ne peuvent vaincre cette passion qui nous a amenés à Moncada», a déclaré un jour Haydee Santamaría. Il fallait ébranler l'âme d'une nation qui ne s'était jamais contentée de vivre enchaînée.

Quelque temps plus tard, le 19 juin 1954, Fidel écrivait à Melba et Haydee : « *Même si cela peut paraître un mensonge, Abel et moi n'avons pas toujours pensé de la même manière et pourtant nous étions les plus identifiés (…) Les différentes circonstances d'aujourd'hui ne ne nous donne pas l'occasion de discuter de tous les points comme alors, mais nous avons une ligne tracée à laquelle nous devons nous conformer. À Santiago de Cuba, je vous ai dit que vous aviez conquis une place à la direction du Mouvement ; Je l'ai déclaré dès que j'ai rencontré le reste de mes codétenus et nous avons officiellement conclu cet accord. Nous avons également considéré à cette occasion que la direction du Mouvement serait ici, sur l'Île des Pins, où se trouvaient la majorité de ceux qui avaient mené la lutte et les camarades altruistes qui ont volontairement choisi le chemin de la prison. Par conséquent, tout accord sur les points essentiels devait être conclu ici. Vous, en tant que membres de la plus haute direction et responsables du Mouvement dans la rue, devez strictement respecter les accords conclus ici et vous devez le faire avec le zèle, la discipline que vous imposent le devoir et la responsabilité des postes que vous occupez. …* » Pour Fidel, non seulement le Mouvement a continué à exister, mais il a maintenu en permanence une direction dotée d'un grand sens de discipline et de responsabilité. Il a démontré sa volonté de continuer à se battre grâce à un programme réaliste, des tactiques intelligentes et une vision stratégique.

« Pour la dignité et le décorum du peuple cubain, cette Révolution triomphera », déclarait le manifeste lu peu avant le départ pour Moncada, avant lequel ils juraient de lutter pour déclencher une insurrection populaire réalisée au prix de tous les sacrifices ; l'exil, la Sierra Maestra, l'offensive révolutionnaire, jusqu'au 1er janvier 1959. Dès lors, tout sera encore plus difficile.

TéléSUR 26 Juillet 2024

Suite de la page (12)

Coubertin *« Tous les peuples y doivent être admis sans discussion »* - ces principes sont sacrés et leur profond mépris de la part des actuels « responsables » et organisateurs des JO qu'on observe aujourd'hui est un véritable crime vis-à-vis de l'institution. Un crime lourd de conséquences qui ne se limiteront certainement pas qu'à la grave détérioration de l'image de l'événement dans le monde.

JO de Paris – une pierre de plus à l'édifice de l'effondrement de l'Occident

Dans les décennies du passé, la politique étrangère de l'Occident Collectif vis-à-vis du reste du monde était grandement guidée par des principes ayant pour réel objectif final la mise en place des rapports « gagnant-perdant » en sa faveur.

Cela étant, la vraie nature des rapports instaurés était soigneusement dissimulée à l'aide de toute une panoplie d'outils de pression que l'hégémonie économico-militaire occidentale a procuré à sa classe politique qui était, en sa grande partie, porteuse des aptitudes et compétences professionnelles de haut niveau dans son action du développement et de la consolidation de la domination.

Aujourd'hui, l'hégémonie de l'Occident sur le monde qui a perduré depuis le 15ème siècle s'approche de son terme. Et ceci d'une manière indéniable et irrévocable.

La situation du camp Occidental est grandement aggravée par la tendance généralisée du grand remplacement des élites politiques porteuses des capacités de vision à longue terme et des compétences permettant de le réaliser sur le terrain par celles des activistes-arrivistes. Activistes, dont la plupart sont dépourvus tant de l'aptitude aux postes occupés, tant des compétences et de la capacité de vision à long terme qui sont les trois conditions sine qua non pour mener les états ailleurs que dans le précipice de la récession et de la décadence.

Les Jeux Olympique que nous vivons aujourd'hui ne sont qu'une scène de plus, parmi tant d'autres qui ont eu lieu ces dernières années, sur laquelle la classe politique actuellement au pouvoir en France, étant tout à fait représentative de l'ensemble de la classe politique du monde Occidental, commet une erreur fatale vis-à-vis de la volonté de la perduration de l'hégémonie mondiale du camp qu'il représente, en exposant d'une manière ouverte et assumée leur modus operandi qui consiste à l'application des doubles standards, de la politique « *deux poids, deux mesures* ».

Tel abus ouvert et démesuré de la position de force occidentale qui marche à grand pas vers son annihilation ne fait que creuser d'avantage le précipice idéologique entre l'Occident collectif et le reste de l'humanité qui tolère de moins en moins les dérives immorales à répétition de ceux qui se positionnent en maitres. Maitres, à qui il ne reste plus grand chose du passé florissant, hormis les démesurées ambitions.

***Oleg Nesterenko**
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Suite de la page (8)



Le Président du Suriname, Chan Santokhi

mission de ce dernier. Les blessures laissées par l'occupation militaire de 1915-1934 et les dernières interventions étrangères dans notre territoire demeurent douloureuses et sensibles. Il incombe particulièrement au CNS de veiller à ce que cette assistance internationale soit conforme à son mandat initial, à savoir un soutien aux forces de sécurité nationales, conformément au point 1.a de la Résolution, qui vise à fournir un appui opérationnel à la Police nationale d'Haïti pour renforcer ses capacités dans la lutte contre l'insécurité.

Nous savons toutes et tous qu'aucune force étrangère n'a jamais résolu dans aucun pays les problèmes d'insécurité, encore moins en Haïti qui vit sous la terreur des gangs après de multiples interventions », soulignaient les responsables du BSA de Montana. Pendant ce temps, à Port-au-Prince, notamment à l'aéroport Toussaint Louverture, les autorités et les entreprises américaines s'activaient pour recevoir les matériels devant servir à la construction de diverses bases pour les troupes et autres infrastructures pour accueillir la logistique et le personnel civil de la mission. Rappelons que, depuis le 29 février 2024, le jour de l'attaque des gangs sur la capitale haïtienne, toutes les infrastructures aéroportuaires étaient fermées et qu'aucun décollage ni atterrissage n'était autorisé pour les avions commerciaux.

Mais, dès la fin du mois de mars 2024, les autorités américaines avaient littéralement fait main basse sur l'aéroport de Port-au-Prince en déployant des dizaines de militaires sur le Site. Si elles autorisaient le gouvernement intérimaire à faire le nécessaire afin de garantir la sécurité des avions et le complexe aéroportuaire, c'est-à-dire en détruisant toutes les maisons situées à proximité immédiate de l'aéroport dont la plupart servaient effectivement de refuges et campements pour les groupes armés afin de mener des attaques, elles avaient décidé aussi de s'y installer sous prétexte d'assurer la sécurité des équipements et fournitures destinés à la construction de la base opérationnelle de la mission multinationale.

En effet, en prévision du débarquement, le génie militaire de l'US Army devait prendre le contrôle de cette infrastructure afin de débarquer les matériels comme indiqué plus haut.

(A suivre)

C.C

Venezuela: Nicolás Maduro réélu avec 51.20 % des voix



Le Président Nicolás Maduro, a été réélu avec 51,20 % des voix lors des élections présidentielles qui ont eu lieu ce dimanche et se sont déroulées dans une ambiance de paix,

Le chef de l'Etat candidat du Grand Pôle Patriotique, Nicolás Maduro, a été réélu avec 51,20 % des voix lors des élections présidentielles qui ont eu lieu ce dimanche et se sont déroulées dans une ambiance de paix, selon les informations données par le Conseil National Electoral dans les premières minutes de ce lundi.

Le président de cet organisme, Elvis Amoroso, a précisé que 80% des bureaux de vote installés ont été dépouillés jusqu'à présent, et a ajouté que le niveau de participation était de 59 % du corps électoral.

Cette tendance étant irréversible, le président du CNE a indiqué que le candidat Nicolás Maduro avait obtenu 5 150 092 voix (51,20 %) et que les élections s'étaient déroulées sans incidents.

Edmundo González, à la deuxième place, a obtenu 4 445 978 voix, soit 44,2% et les autres candidats ont obtenu ensemble 462 704voix, soit 4,6%.

21 620 705 Vénézuéliens ont voté dans le pays et 228 000 à l'étranger.

La journée électorale a débuté à 6 heures, heure locale (10 H 00 GMT) et s'est achevée à 18H00 (22H00 GMT). Ces élections ont bénéficié d'un large accompagnement international avec des participants du monde entier dont les observateurs du Centre Carter des Etats-Unis, du Conseil des Experts en Elections d'Amérique latine et du Panel d'Experts de l'ONU, des personnalités politiques, des journalistes et des personnalités d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Asie.

Nicolás Maduro, président pour la période 2025-2031

Nicolás Maduro est né le 23 novembre 1962 à Caracas et a parcouru un chemin politique qui l'a conduit, de ses humbles origines dans la paroisse d'El Valle, à la présidence du Venezuela. Il s'est constamment consacré aux causes sociales et aux problèmes du travail.

Il a commencé à militer dans les années 80 à La Ligue Socialiste mais c'est son travail de conducteur du métro de Caracas (1991-1998) qui a marqué le début de son combat pour les droits du travail. Pendant cette période, il a fondé le Syndicat du métro de Caracas (SITRAMECA) et a démontré sa capacité à diriger et à organiser.

Sa rencontre avec le Commandant Hugo Chávez en 1993 a été le point d'inflexion de sa carrière. Maduro est devenu un fervent défenseur de Chávez et a rejoint le Mouvement Révolutionnaire 200 (MBR-200) et ensuite, le Mouvement pour la Cinquième République (MVR). Son ascension en politique a été rapide: en 1999, il a été élu député et a participé à l'assemblée Constituante qui a rédigé la nouvelle Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela adoptée par la volonté populaire.

Entre 2000 y 2006, Nicolás Maduro a joué plusieurs rôles à lAssemblée Nationale, y compris celui de président du Parlement. Il a pris en charge des commissions importantes comme celle du Développement Social Intégral qui le préparaient à des postes plus importants dans le Gouvernement.

Chávez a reconnu son potentiel et l'a nommé ministre des Relations Extérieures en 2006. Il y a été l'acteur central de la construction d'un monde multipolaire, de l'intégration latino-américaine et de a construction de la paix. Ensuite, il a été vice-président en 2012. La confiance de Chávez en Maduro a été évidente quand il l'a désigné comme son successeur après sa dernière opération.

Après la mort du Commandant Hugo Chávez en 2013, Nicolás Maduro a gagné les élections présidentielles avec un faible écart. Sa présidence a été marquée par des défis importants et par l'imposition de sanctions de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, ce qui a déchaîné une crise économique sans précédent et de multiples pressions internationales. Mais il a conservé le soutien d'une base loyale et a mis en place des programmes comme le « Gouvernement dans la Rue » pour rester connecté avec ses partisans.

Le président Nicolás Maduro a gagné les élections en 2018 et 2024. Il est l'héritier légitime de Chávez et défend la souveraineté du Venezuela contre les conspirations impérialistes.

La trajectoire du président, depuis ses débuts en tant que syndicaliste jusqu'à son poste actuel de président réélu, montre une carrière politique marquée par la détermination, la cohérence et la résistance qui illustre les profondes convictions bolivariennes et anti-impérialistes de la majorité du peule vénézuélien.

Programme de gouvernement

Le 15 janvier dernier, dans son message à la nation, le président Nicolás Maduro a appelé instamment les Vénézuéliens à approfondir, débattre et planifier l'élaboration collective des 7 Transformations (7T) destinées à préserver la paix et à construire un nouveau modèle économique et productif qui garantisse le bien-être social.

Ce programme, basé sur les 7T, se fonde également sur le Plan pour la Patrie qui, selon lui, a été écrit et connu à partir du peuple.

Le premier point des 7T est l'économie et le développement d'un nouveau modèle de production pour faire face à l'inflation. Le second point concerne la science, la technologie, l'éducation et la culture et vise à rétablir toutes les infrastructures vénézuéliennes qui ont été endommagées par les sanctions et les mesures coercitives unilatérales. Le troisième point concerne la sécurité et la défense nationale et va du renforcement de la paix sociale à la récupération du territoire de l'Eséquibo guyanais.

Le quatrième et le cinquième point des 7T sont le renforcement du caractère public des droits sociaux et le perfectionnement de la gestion du Gouvernement pour prêter assistance aux Vénézuéliens dans leurs besoins, financer des projets sociaux qui contribuent à la qualité de vie du peuple.

Le sixième est orienté vers la lutte contre le changement climatique basée sur une culture de protection de la nature, la création de sources d'énergie alternatives et la mise en place d'un plan de création d'aliments.

`Le dernier point vise le renforcement des relations internationales avec l'entrée du Venezuela dans les BRICS, e renforcement de la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC), l'élargissement de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique- Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP).

Télésur 29 Juillet 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 29 Juillet 2024

Netanyahou devant le Congrès : un discours à la sauce américaine

Par Caitlin Johnstone

Le discours de Benyamin Netanyahou devant le Congrès a été à la hauteur des attentes : un tissu de mensonges et de propagande, mais très éclairant et révélateur à la fois.



Benyamin Netanyahou devant le Congrès américain

Le Premier ministre israélien a reçu pas moins de 58 standing ovations alors qu'il s'exprimait devant les deux chambres du Congrès et qu'il proférait les mensonges les plus abjects que l'on puisse imaginer avec un accent ostensiblement américain. Selon votre sensibilité politique, ce spectacle peut apparaître comme profondément anti-américain ou au contraire, américain à souhait.

Netanyahou a répété son atroce propagande dépourvue de preuves sur ce qui s'est passé le 7 octobre. Il a affirmé à tort que le Hamas avait *« brûlé des bébés vivants »* et tué deux autres dans un grenier. Il a aussi affirmé, toujours à tort, que le Hamas avait *« massacré 1 200 personnes »*. Comme s'il n'était pas établi qu'une grande partie des 1139 Israéliens tués ce jour-là avait péri à la fois sous les tirs aveugles de l'armée israélienne ou par un ciblage délibéré dans le cadre de la directive Hannibal.

Il a également déclaré, sans aucun fondement, que l'Iran payait ceux qui manifestaient contre le génocide à son arrivée devant le Capitole : *« Lorsque les tyrans de Téhéran, qui pendent les homosexuels à des grues et assassinent des femmes parce qu'elles ne se couvrent pas les cheveux, vous félicitent, vous encouragent et vous financent, vous devenez officiellement les idiots utiles de l'Iran »*.

Netanyahou a passé de longues minutes à invectiver les manifestations organisées aux États-Unis pour protester contre les atrocités commises par son gouvernement à Gaza. Ce qui lui a valu une ovation du Congrès qui a duré près d'une minute.

Il a accusé la Cour pénale internationale d'« antisémitisme » pour avoir affirmé qu'Israël prenait délibérément pour cible des civils. Cela a pourtant été établi de manière irréfutable par des montages de preuves, notamment le système d'intelligence artificielle Lavender de Tsahal et les témoignages de médecins décrivant ce qui ne peut être que des exécutions délibérées d'enfants par des snipers dans la bande de Gaza.

Il a répété cette allégation israélienne dénuée de preuves et selon laquelle la seule cause de la famine à Gaza, c'est le Hamas qui « vole » toute l'aide autorisée par Israël.

Netanyahou s'est efforcé de présenter la désastreuse situation d'Israël comme celle d'un peuple civilisé face à des barbares non civilisés. Cela ne fonctionne que si l'on a une vision extrêmement raciste du monde. Il n'a cessé de répéter le mot « civilisation », l'opposant à la « barbarie » du Hamas et de ses partisans, qualifiant la violence militaire israélienne soutenue par les États-Unis de « choc entre la barbarie et la civilisation » et affirmant qu'« Israël se bat sur la ligne de front de la civilisation ».

Tout en éveillant le racisme occidental à l'égard des habitants du Moyen-Orient, il a réussi dans la même séquence à dénoncer les *« calomnies scandaleuses qui dépeignent Israël comme un pays raciste et génocidaire »*.

Netanyahou a déclaré qu'Israël « doit conserver un contrôle prépondérant de la sécurité » sur Gaza « dans un avenir prévisible ». Il admet ainsi ouvertement qu'il envisage une occupation militaire indéfinie.

Ce déluge de mensonges et d'invectives racistes a été ovationné des dizaines et des dizaines de fois. Durant les huit dernières années, cette classe politique n'a cessé d'alerter sur les menaces de la désinformation et de la propagande étrangère. Aujourd'hui, elle banalise et ovationne un criminel de guerre étranger tandis qu'il se tenait devant le Congrès en débitant mensonge sur mensonge.

On ne pourrait trouver meilleur exemple de tout ce que Washington représente : les deux chambres du Congrès qui se lèvent des dizaines de fois pour applaudir fiévreusement l'un des pires monstres génocidaires de l'histoire alors qu'il ne cesse de mentir. De tout ce que vous pourrez voir durant les prochains mois de la course à la présidence, vous ne trouverez meilleure représentation de ce qu'est le gouvernement des États-Unis.

C'est tout ce qu'est Israël, et c'est tout ce qu'est l'empire US. Ils vous montrent qui ils sont. Croyez-les.

Caitlin Johnstone
Traduit de l'anglais par GL
pour Investig'Action
25 juillet 2024

AES : le Togo se rapproche de l'Alliance



Les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) ambitionnent de renforcer leurs relations commerciales avec le Togo et de s'associer à leur projet d'interconnexion des systèmes douaniers. C'est pourquoi les directeurs généraux des douanes de la Confédération de l'AES ont pris mardi dernier à Niamey au Niger, une décision portant sur le libre choix de signer un protocole d'accord et une instruction-cadre pour l'interconnexion des systèmes douaniers de ses pays membres avec le Togo.

Selon l'Agence d'information du Burkina (AIB), les directeurs généraux des douanes du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont retrouvés dans la capitale nigérienne pour adopter des décisions en matière de sécurisation du transit à travers une interconnexion entre les différents pays de l'AES et du Togo. «Les patrons des Douanes ont instruit leurs équipes techniques à tout mettre en œuvre pour faire de l'AES un espace douanier interconnecté», a déclaré l'AIB. Au cours de la même rencontre où le Tchad et le Togo étaient invités d'honneur, des dispositions réglementaires seront prises avec d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, a annoncé la source burkinabè. Des experts ont également échangé sur les implications douanières de la sortie de leurs pays respectifs de la CEDEAO avant que les directeurs généraux des douanes des pays de l'AES envisagent les perspectives et les mesures alternatives pour faire face à cette situation. Selon l'AIB, la réunion a porté sur le thème : «Renforcement de l'interconnexion informatique et promotion socioéconomique à travers la libre circulation des personnes et des biens et services». À ce titre, faut-il signaler que dans son communiqué final sanctionnant la session inaugurale des chefs d'État de la Confédération de l'AES tenue le 6 juillet dernier à Niamey, le sommet a instruit les ministres compétents d'élaborer d'urgence des protocoles additionnels. Cela, en vue de faire face aux implications liées au retrait des pays membres de l'AES de la CEDEAO.

PressTv 27 Juillet 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The

Justice pour Sonya Massey ! Inculpez les policiers racistes !



Le monde est consterné par les images de la caméra corporelle diffusées le 22 juillet montrant le meurtre par la police de Sonya Massey, une femme noire de 36 ans de Springfield, dans l'Illinois. Elle a été assassinée par les shérifs du comté de Sangamon le 6 juillet après les avoir appelés à l'aide pour un éventuel rôdeur qui rôdait devant sa maison.

Ce n'était rien de moins qu'une exécution de sang-froid par la police - ce qui ne peut être décrit que comme méprisable et horrible. Ses derniers mots ont été « Je suis désolé » alors qu'elle mettait les mains en l'air et que la police lui tirait dessus en une fraction de seconde, lui tirant directement dans la tête à quelques mètres de distance.

Les images de la caméra corporelle de l'un des officiers montrent que la police s'est montrée irrespectueuse et agressive dès le moment où elle a frappé à sa porte. Massey, qui était en détresse, a ouvert la porte et les premiers mots qu'elle a prononcés ont été : *« Ne me faites pas de mal »*.

Elle n'a pas été prise au sérieux et a été moquée par la police. À un moment donné, l'un des policiers a même demandé à l'opératrice du 911 avec laquelle elle était en communication de raccrocher.

Tout recours à la force par la police, en particulier la force mortelle, était totalement injustifié. Au cours de sa conversation avec la police, Massey s'est levée pour retirer une casserole d'eau bouillante de la cuisinière. Sean Grayson, le policier raciste blanc qui l'a tuée, a faussement affirmé qu'elle *« s'est dirigée vers lui avec de l'eau bouillante »*.

Il s'agissait d'un mensonge flagrant, car la caméra corporelle la montre en train de placer l'eau bouillante sur le comptoir comme indiqué, et elle a été abattue une fraction de seconde plus tard. La police a continué à crier « lâchez la casserole » alors qu'elle l'avait déjà fait.

Grayson, qui l'a tuée, n'a pas non plus allumé sa caméra corporelle avant le meurtre, de sorte que la seule séquence disponible est celle de l'autre policier qui était présent. Les deux policiers se sont alors tenus à ses côtés pendant qu'elle gisait sur le sol en sang, refusant de lui prodiguer des soins médicaux.

On peut entendre la police dire sur les images : *« Je ne vais même pas gaspiller mon matériel médical pour elle. »* Aucun membre du département du shérif n'a montré le moindre remords ou la moindre inquiétude à son égard dans la demi-heure qui a suivi le meurtre.

Grayson a été renvoyé et inculpé de meurtre par le grand jury de l'Illinois, mais cela peut difficilement être considéré comme une justice. Il avait déjà été condamné pour conduite en état d'ivresse et a travaillé pour au moins six services de police différents depuis 2020.

S'il s'agissait d'un problème de « brebis galeuses » et non d'un système raciste pourri, Grayson n'aurait jamais reçu de badge et d'arme en premier lieu. Ces meurtres ne seraient pas quotidiens. Pourtant, des milliers de Noirs, y compris des personnes handicapées comme Massey, subissent le même sort aux mains de la police.

Aux États-Unis, la police traite les Noirs avec la même déshumanisation et la même cruauté que les forces d'occupation israéliennes infligent aux Palestiniens. La police américaine et israélienne ainsi que les forces militaires opèrent comme des armées d'occupation coloniales dans les communautés colonisées. Toutes deux commettent des actes de violence insondables devant les caméras du monde entier, sans que personne ne rende de comptes.

Une mise en examen ne suffit pas. La justice ne peut ressembler qu'à un démantèlement total du système policier et pénitentiaire raciste, au strict minimum.

Le Workers World Party appelle à l'abolition de la police américaine et à des réparations pour les Noirs MAINTENANT ! Justice pour Sonya Massey !

Workers World
28 Juillet 2024

États-Unis : Des manifestants protestent contre Netanyahu au Congrès



Des militants de Jewish Voice for Peace [voix juive pour la paix] ont manifesté mardi soir et mercredi 24 juillet à l'intérieur du bâtiment du Congrès américain



Arrestation de certains militants par la police du Congrès



La police du Congrès américain arrête des manifestants qui sont entrés dans le bâtiment pour protester contre un discours que prononcera le Premier ministre « d'Israël », Benjamin Netanyahu.

Des militants de *Jewish Voice for Peace* [voix juive pour la paix] ont manifesté mardi soir et mercredi 24 juillet à l'intérieur du bâtiment du Congrès américain, pour protester contre un discours attendu du Premier ministre « israélien » Benjamin Netanyahu et exiger que le gouvernement étasunien cesse d'armer Israël.

Les manifestants ont brandi des pancartes pour exiger la liberté de la Palestine, la fin de l'agression dans la bande de Gaza et la fourniture d'armes à l'entité sioniste. Ils ont également condamné la présence de Netanyahu.

À son tour, la police du Congrès est entrée pour disperser la concentration et a arrêté plusieurs manifestants dont plus de 300 arrestations ont eu lieu à l'intérieur du Congrès.

De son côté, l'agence américaine Associated Press a indiqué que la police du Capitole et les services secrets avaient renforcé les inspections et la protection lors de la visite du Premier ministre israélien.

La police métropolitaine a annoncé la fermeture d'un certain nombre de rues, qui durera la majeure partie de la semaine.

Netanyahu est censé prononcer un discours devant le Congrès ce mercredi, à la lumière de la guerre continue contre la bande de Gaza et de l'escalade croissante sur d'autres fronts.

Cette déclaration intervient alors que Netanyahu est confronté à des divisions au sein de l'entité d'occupation et à des pressions intenses pour parvenir à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et conclure l'accord d'échange de prisonniers.

Almayadeen
24 Juillet 2024





